

Année académique 2022-2023

**MASTER DE SPECIALISATION EN ETUDES DE GENRE**

Esculier Julie

**Genre en milieux alternatifs**

**Des stratégies féministes pour pallier aux limites de la  
déconstruction**

Sous la direction de David Paternotte, Université libre de Bruxelles

“A pas piger que dire *not all men*, c’est pire que défendre un keuf”

*Joey Glüten - Nécrophile*

## Déclaration de non plagiat

Je déclare qu'il s'agit d'un travail original et personnel et que toutes les sources référencées ont été indiquées dans leur totalité et ce, quelle que soit leur provenance. Je suis conscient·e que le fait de ne pas citer une source, de ne pas la citer clairement et complètement constitue un plagiat et que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai notamment pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat comme prévues dans le *Règlement des études et des examens de l'Université catholique de Louvain* au Chapitre 4, Section 7, article 107 à 114.

Au vu de ce qui précède, je déclare sur l'honneur ne pas avoir commis de plagiat ou toute autre forme de fraude.

Nom, Prénom : Esculier Julie

Date : 19.05.2023

Signature de l'étudiant·e :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'J' followed by a long horizontal line extending to the right.

# Table des matières

Page de garde.....	1
Déclaration de non plagiat.....	3
Table des matières.....	4
Introduction.....	5
Chapitre 1. Etat de l'art et méthodologie.....	6
Un déficit d'études universitaires sur le sujet ?.....	6
Deux casquettes pour une immersion nécessaire à l'enquête.....	8
Des enquêté.e.s homogènes.....	10
Réflexivité de l'approche.....	13
Chapitre 2. ZAD et squats, des milieux alternatifs sensibilisés au féminisme.....	14
Chapitre 3. Une division genrée du travail dans l'espace de vie.....	19
Des domaines d'activités marqués par le genre.....	20
Charges domestiques.....	22
Charges mentales, émotionnelles et sociales.....	23
Chapitre 4. Stratégies d'émancipation (1). La mixité choisie.....	27
Les limites de l'engagement masculin.....	28
Des espaces <i>safe</i> et attractifs.....	31
Faire face aux violences sexuelles.....	33
Chapitre 5. Stratégies d'émancipation (2). Appropriation de monopoles masculins.....	35
Savoirs et savoir-être.....	36
La violence des femmes.....	38
Conclusion.....	44
Bibliographie.....	47
Annexes.....	50

## Introduction

En m'intéressant aux modes de vie des milieux alternatifs dans le cadre de mes travaux universitaires, j'ai décidé d'axer mes recherches sur les rapports de genre et la division genrée des activités quotidiennes dans ces espaces. Mon idée de départ était de chercher à savoir si les réflexions faites autour des manières de vivre, de penser l'organisation collective et la vie quotidienne dans des lieux alternatifs impactaient ou non les rapports de genre, et à quelles échelles.

Ces milieux confondant l'espace de lutte et l'espace de vie, la sensibilisation des habitant.e.s aux questions féministes semblait dans un premier temps couler de source et créer une *charte implicite et collective* de respect des revendications féministes. Or je me suis rapidement aperçue que la division sexuée du travail (Kergoat, 2001) se manifestait quotidiennement, de manière plus ou moins visible. A travers les tâches domestiques et de gestion des lieux collectifs, mais aussi à travers des comportements genrés stéréotypés, des domaines de compétences, des façons d'appréhender la sexualité, se reproduit une domination masculine quotidienne, dans des environnements cherchant pourtant à sortir du système patriarcal. Des sociologues avaient déjà démontré qu'en "dépit d'un agenda politique affichant l'égalité femmes-hommes parmi ses objectifs, les milieux militants anarchistes et libertaires restent traversés par la domination masculine" (Dupuis-Déri, dans Jacquemart, 2013). C'est à partir de ce constat et des paradoxes qu'il soulève que j'ai voulu construire ma recherche.

Le caractère énigmatique de ce travail émerge au travers de l'interrogation des rapports sociaux de genre dans des milieux qui questionnent eux-même cette question ; il s'agit donc de comprendre de quelle manière le genre est interrogé et traité dans les milieux alternatifs, et par quels mécanismes passe la déconstruction des rapports de genre. Il s'agira ici de capter sous quelles formes les comportements à caractère sexiste se perpétuent, et quels sont les freins au travail de déconstruction. Je souhaite de plus mettre en avant la manière dont les femmes et les minorités de genre pensent ces oppressions, et quels moyens iels utilisent pour s'en émanciper au maximum, sans se désolidariser des lieux de lutte.

Dans ce travail, je cherche aussi à confronter l'hypothèse d'une *re-socialisation* chez les habitant.e.s de milieux alternatifs, c'est-à-dire une réflexion, une déconstruction des rôles genrés et une mise en pratique des théories féministes ; à des faits empiriques qui témoignent des limites de cette déconstruction, qui reste en grande partie discursive.

Enfin, malgré cette division inégalitaire du travail, les milieux alternatifs restent des lieux d'expérimentation des rôles genrés, en ce sens où il s'y crée de nouvelles dynamiques et une remise en question des monopoles masculins et féminins. Nous chercherons à comprendre jusqu'à quel point les structures de la domination sont intériorisées, et si un travail quotidien est nécessaire - et suffisant - pour déconstruire ces mécanismes. Quelles sont les difficultés qui impactent l'engagement théorique féministe et sa mise en pratique dans la vie quotidienne ? Il s'agira ici de montrer quels outils de réflexion, pratiques, sont mis en place pour réduire les inégalités de genre au sein des groupes étudiés ; et de confronter la théorie féministe à sa mise en pratique en essayant de mettre en lumière les mécanismes et structures qui participent au maintien des inégalités, ainsi que les paradoxes autour des stratégies d'émancipation féminines.

## Chapitre 1. Etat de l'art et méthodologie.

### Un déficit d'études universitaires sur le sujet ?

Ce travail, qui s'appuie dans un premier temps sur un travail d'enquête de terrain, est croisé avec les ressources de la littérature universitaire, des revues féministes et militantes, mais aussi sur des productions plus alternatives réalisées par des collectifs fréquentant ces lieux alternatifs.

En ce qui concerne la littérature universitaire, si les travaux sur les mouvements sociaux et le militantisme traditionnel sont nombreux, peu prennent en compte la variable du genre. Seul.e.s quelques auteur.es tel.le.s que Sommier, Neveu ou Dunezat se sont penché.e.s sur le genre au sein de ces militantismes et ont pu mettre en avant la forte "répartition sexuée des tâches militantes" (Bargel, 2005) au sein des militantismes traditionnels.

Des sociologues comme Bouillon, Aguilera, ou Dorion se sont eux-mêmes intéressé.e.s aux milieux alternatifs (Zones à Défendre et/ou squats) et aux communautés non institutionnelles, en mettant en avant les systèmes d'organisations internes, les enjeux des expérimentations et socialisations alternatives, mais les questions féministes n'y sont pas abordées. En effet, l'étude du genre dans ces milieux alternatifs est restée marginale. On peut citer Dupuis-Déri (2003) ou Vaillancourt (2019) qui étudient les mouvements black blocs et insistent sur la division sexuelle qui les traversent ; ou encore Emeline Fourment

qui explore le genre dans les milieux libertaires allemands et la “double casquette” de chercheuse et de militante ; mais ces recherches sont très peu nombreuses.

Pour pallier à ce déficit de documents exploitables directement liés au sujet, je me suis appuyée sur les travaux d'autres sociologues, comme Jacquemart, Thiers-Vidal ou Gaussoit, qui ont étudiés les hommes dans le militantisme féministe. Gaussoit (2017) écrit, à propos de Jacquemart dans *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable* :

“L'auteur établit une distinction entre deux modes d'engagement féministe des hommes, qui se retrouve aussi dans celui des femmes : l'un « humaniste », renvoyant à une perspective universaliste de l'égalité des droits des personnes, l'autre « identitaire », reposant sur une critique du système de genre et de ses assignations”

Il est question ici de comprendre les motivations que peuvent avoir les hommes à s'engager dans la lutte féministe, en comprendre les enjeux et les limites, et de faire le pont entre les hommes et leur implication dans la lutte pour le droit des femmes.

La plupart des textes mobilisés dans ce travail ont été publiés dans la revue *Nouvelles questions féministes*, revue créée dans la lignée du MLF, et qui est devenue indépendante, via un statut associatif, des universités et institutions. En publiant à la fois des “recherches empiriques comme des réflexions théoriques” (selon la Ligne éditoriale du comité de rédaction en janvier 2013<sup>1</sup>), ces textes offrent de nombreux outils théoriques pour penser les inégalités de genre, outils qui ont alimenté mes réflexions durant le travail de recherche.

Je m'appuyerais dans ma réflexion à la fois sur des études issues du féminisme matérialiste, mais aussi d'études davantage militantes et queer. Souvent considérées en opposition l'une de l'autre (l'une pronant la non mixité et la lutte de la catégories femme contre la catégorie homme, l'autre considérant que cette binarisation homme - femmes perpétue en elle-même les inégalités de genre), certain.e.s auteur.e.s se revendiquent de cette double appartenance : “Depuis quelques années, plusieurs auteures françaises revendiquent un héritage à la fois *queer* et matérialiste pour leur féminisme et leur compréhension du genre” (Dorlin, 2007 ; Bereni, 2012 ; Noyé, 2016, dans Fourment, 2017). L'utilisation du féminisme matérialiste permet de considérer les classes sociales hommes et femmes comme des catégories d'analyses qui renvoient à la dénaturalisation et la non-essentialisation des rapports de sexe. Les travaux marxistes renvoient par ailleurs à une révolution de la classe dominée, volonté politiquement revendiquée par les féministes matérialistes qui souhaitent l'abolition de la domination de la classe homme sur la classe femme.

---

<sup>1</sup> <https://nouvellesquestionsfeministes.ch/la-revue-nqf/>

Pour résumer, si la “division sexuelle du travail révolutionnaire” (Falquet, 2003) a été étudiée, c’est au sein de mouvements militants révolutionnaires relativement institués (organisations et associations). Les études universitaires sur le genre et la division du travail dans les milieux non institutionnels sont peu fournies, et le travail de recherche effectué ici a pour but d’essayer de rendre compte, sous une forme universitaire, de certaines inégalités de genre et des limites du féminisme dans les milieux alternatifs.

## Deux casquettes pour une immersion nécessaire à l’enquête.

Mes études sociologiques et mes premiers séjours en ZAD (Zones à défendre) se sont faits quasiment simultanément, et la volonté d’étudier les pratiques et modes de vie dans un cadre non institutionnel a émergé très rapidement. Mon étude est donc issue d’une démarche inductive, où mon évolution à travers ces milieux m’a fait me questionner sur eux. Cependant, dès le début, la question de ma légitimité et de ma posture ont été source de questionnements. D’un côté, j’étais une étudiante désireuse de comprendre les mécanismes et les apports des modes de vie alternatifs ; de l’autre, je fréquentais ces milieux de par des questionnements personnels et militants. Or, les milieux que je souhaitais étudier, les ZAD et les squats, sont fortement réfractaires à l’idée d’être étudiés par des académiques. On observe dans ces milieux un rejet du monde universitaire, considéré comme trop formatant - constat intéressant lorsqu’on sait qu’une grande partie des personnes vivant sur ces lieux sont issues de classes moyennes-supérieures et ont généralement un bagage universitaire rempli. Selon les codes des militant.e.s “alternos”<sup>2</sup> en vigueur, une certaine méfiance est de mise envers tout ce qui s’approche des institutions, médias et universités comprises, ce pour des raisons d’anonymat, du statut illégal des occupations ou encore de l’opposition politique à toute forme d’institution liée à l’Etat.

Ma méthodologie d’enquête repose donc principalement sur de l’observation participante, où la question du *camouflage* s’est vite posée. Se fondre dans la masse, c’est-à-dire profiter de connaître les codes sociaux de mise dans ces milieux, est-ce un atout ou au final est-ce un frein ? D’un point de vue personnel, je me sentais dans une position ambivalente du fait de connaître certains codes du terrain, et j’avais donc l’impression de systématiquement jouer double jeu ; alors qu’arriver en tant que personne extérieure, si cela aurait pu risquer de produire davantage de méfiance, aurait pu m’éviter d’être dans une position ambiguë vis-à-vis des personnes avec qui j’évoluais. La double nécessité de se confronter à ces milieux pour mes études, tout en évitant que les personnes se sentent étudié.e.s, a été une des difficultés de ce travail.

---

<sup>2</sup> Terme utilisé pour désigner les personnes vivant en milieux alternatifs (et utilisé par elleux-même).

L'observation par une immersion dans les milieux étudiés permet une meilleure analyse, et le fait d'être une femme sensibilisée aux études de genre me permet de faire des observations plus systématique. Il est nécessaire cependant d'interroger mes biais d'interprétation : tout comportement perçu comme genré l'est-il *nécessairement* ? N'y a-t-il pas une part d'individualité dans les actions ? Le travail ici consistera donc aussi à recenser les comportements genrés systémiques, et ceux qui, perçus comme genrés, peuvent toutefois y échapper. Je prendrais aussi en compte les limites de l'analyse de genre selon la binarité hommes-femmes et les stéréotypes qui leurs sont associés, afin d'être attentive à ce qui peut échapper à ces catégories (notamment les minorités de genre / personnes queer) ; j'aborderais ce point plus en détail dans la partie qui suit.

Dans *Critiques en actes de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Geneviève Pruvost (2017) écrit que "le travail proprement sociologique ne pouvait être que postérieur, permettant ainsi de résoudre notre double appartenance en distinguant bien deux temporalités", celle de chercheur.euse et celle de militant.e sensible et investi.e dans la vie sur la ZAD. Des questionnements moraux et un conflit de loyauté entre le monde universitaire et la sphère militante m'ont, tout comme le décrit Geneviève Pruvost, traversée durant les temps d'observations. Ainsi ma posture de chercheuse ne va pas dans le sens d'une observation froide et distante de l'objet de recherche, mais proche de lui, sensible à ce qu'il renvoie. Dans les études épistémologiques de la recherche en sciences sociales, la question de la subjectivité et de la réflexivité est centrale. Dans un article de *Spécificités*, les auteur.e.s écrivent que "Ce double rôle [rôle de chercheur.euse et rôle engagé et sensible] requerrait d'incarner subjectivement et de ressentir, tout en « objectivant »" (Girard, Bréart De Boisanger, Boisvert, et al., 2015). Il est mis en avant que le ou la chercheur.euse est emprunt de subjectivité, de par le choix du sujet, la manière de l'aborder, de l'analyser. Cependant, le travail de réflexivité effectué m'a permis de conscientiser ma subjectivité, de me détacher de celle-ci afin d'objectiver la situation sociale que j'étudie. Comme l'écrit Thiers-Vidal (2002), "l'asymétrie dans la recherche autour des rapports de genre (femmes le voient comme de la domination et pas les hommes) est un "privilège épistémologique" pour les femmes", en ce sens où les femmes vont percevoir de la domination dans une situation donnée, là où les hommes n'en percevront pas. Le fait d'être femme permet ici une analyse plus fine et systématique des situations où la domination masculine et les stéréotypes de genre s'exercent. En résumé, ma proximité avec mon sujet n'empêche pas le travail d'objectivation sociologique, mais s'avère être un outil pour la compréhension de celui-ci.

Au travers de mon cursus universitaire, je pense avoir acquis les attendus, tant méthodologiques que de problématisation sociologique ; la méthodologie utilisée ici renvoie

donc à la fois à une nécessité liée au terrain, mais aussi à un choix personnel, qui vient interroger la méthodologie *traditionnelle* de la sociologie. L'étude de milieux aux fonctionnements alternatifs légitime-t-elle une méthodologie quelque peu marginale ? C'est en tous cas le choix que je décide ici de faire, en cherchant à décloisonner la méthodologie strictement universitaire. Cela s'inscrit aussi dans la volonté de faire à la fois de la recherche féministe et militante et de tenter de m'affranchir de la ségrégation entre le monde universitaire et le monde militant.

Le travail présenté ici repose donc sur beaucoup de travail informel. Pour les raisons évoquées ci-dessus et pour préserver mes relations inter-personnelles, je n'ai que rarement présenté ma présence dans des lieux alternatifs comme étant officiellement liée à un travail d'enquête. Ce travail informel s'incarne au travers d'observations et de discussions, et durant des ateliers et activités.

L'enquête est constituée d'observations participantes faites durant plusieurs séjours réguliers à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ; au squat de La Grande Ourse à Angers lors de la réalisation de mon mémoire sur les squats comme palliatifs aux modes d'intervention sociale institués ; à la ZAD du Carnet. D'autres observations, réalisées lors de rassemblements de personnes vivant dans ces lieux, ou dans d'autres squats fréquentés de manière plus ponctuelle, ont permis de nourrir ma réflexion.

De plus, de par mes cercles sociaux fréquentant ces milieux, j'ai pu avoir de nombreuses discussions autour de ces sujets, et faire un travail d'analyse au regard du genre autour des récits de personnes vivant dans les terrains que je cherche à étudier.

Pour conclure, cette enquête est issue de l'articulation et de la confrontation du monde alternatif, du monde universitaire, et de cercles sociaux sensibilisés aux questions féministes, qui sont venus alimenter au fil des années mon journal de terrain.

## Des enquêté.e.s homogènes

Pour avoir davantage de matériaux d'enquête, j'ai publié un questionnaire en ligne sur une page réservée aux informations autour des squats et des ZAD. Le peu de réponse met en avant les réticences des personnes fréquentant ces milieux à interagir avec le monde universitaire (mais aussi journalistique) et servir d'objet d'enquête. Ces répondant.e.s sont pour  $\frac{1}{3}$  cisgenre, et pour  $\frac{2}{3}$  d'entre eux non binaires/fluide. Par ailleurs, la plupart des répondant.e.s ont eu un cursus universitaire, majoritairement en sociologie / anthropologie ; leur réponse est probablement liée au fait de connaître les attendus d'une

recherche en sociologie, en connaissent les modalités et doivent pouvoir transposer leur propre expérience à la fois universitaire et de mode de vie alternatif dans ma démarche.

Il faut garder à l'esprit que si les enquêté.e.s sont une population relativement homogène vis-à-vis de leurs niveau d'étude et de leurs activités, iels ne sont pas représentatifs de l'hétérogénéité des profils présents sur les lieux de luttes (sur la ZAD de NDDL par exemple, il y a une forte mixité sociale, regroupant à la fois paysan.ne.s locales, militant.e.s écologistes, SDF, voyageur.euse.s...).

Répondant.e.s	Âge	Genre	Etudes / Parcours professionnel/ Activités	Types de lieux alternatifs	Durée dans le.s lieu.x		
A	35	Homme cisgenre	Bac+5	Squats et terrains non conventionnés	Squats 20 ans Terrain 1 an		
B	34	Femme cisgenre	Chercheuse en sociologie / brasserie associative	Squat	Occasionnellement puis quotidiennement depuis 2 ans		
C	39	Femme et/ou fluide	Master Anthropologie, Master Genre Travail social Technicienne spectacle + petits boulots divers	Squat avec et sans conventions + terrains alternatifs collectifs	+ - 10 ans		
D	30	Femme cisgenre	Etudes d'anthropologie Petits boulots Travaille dans une association environnement	Squats et terrains collectifs	3 mois en France 2 mois à Hong Kong Occasionnellement sur terrain collectif		
E	27	Non-binaire /	Master sur le genre, travail dans une	ZAD	Fréquemment durant 2 ans		

		fluide/ femme	association féministe dans la santé				

Tableau n°1. Profil sociologique des répondant.e.s au questionnaire en ligne, ainsi que le type de lieu fréquenté et la durée.

L'invisibilisation des rapports de genre me semblant difficilement compatible avec une démarche quantitative, j'ai opté pour des questions à réponses "ouvertes" et longues, qui permettent aux enquêté.e.s de développer leurs points de vue et mettre en avant leurs arguments sur la division genrée existante dans les lieux où iels ont vécu. Les réponses au questionnaire et les entretiens réalisés mettent en avant une forte sensibilisation des enquêté.e.s aux questions féministes, qu'iels ont pensé, réfléchies depuis longtemps. Sans vouloir dire que cette forte sensibilisation est représentative de toutes les habitant.e.s des milieux alternatifs, cela montre que ces questions sont centrales pour une part de la population y vivant.

Enfin, l'enquête s'appuie aussi sur 4 entretiens semis-directifs qui ont été réalisés pour trois d'entre eux en direct, et pour le dernier par téléphone. Le fait d'avoir réalisé ces entretiens avec majoritairement des femmes est lié au fait que lors de ma recherche de contacts, on m'a parlé exclusivement de contacts femmes. J'en ai déduit que présenter un sujet de travail portant sur la division sexuée donnait l'impression de travailler sur les femmes ; j'ai à chaque fois précisé ensuite que je souhaitais aussi réaliser des entretiens avec des hommes, mais n'ai eu assez de temps sur le terrain et/ou de contacts pour pouvoir mettre au jour ce projet.

Prénoms	Genre	Âge	Études et / ou parcours professionnel	Lieux alternatifs
Azur	Non-binaire	25 ans	Étudiant.e en sociologie	Squats d'habitations et militants à Rennes et en Bretagne
Alice	Femme cisgenre	Plus de 40 ans	CAP menuiserie puis études supérieures en psychologie.	ZAD durant plusieurs années + des séjours de quelques semaines dans des squats après leur ouverture

Marie	Femme cisgenre	25 ans	Licence arts du spectacle + Travail pour une compagnie de théâtre (chargée de diffusion, administratrice de tournées)	Plusieurs squats militants et d'habitations dans une grande ville du sud de la France
Célia	Femme cisgenre	38 ans	Trois années de fac dans trois disciplines différentes - travail au black sur des chantiers - formation en gestion de conflit et pratiques coopératives -animation - chant	Plus d'un mois en squat + vie en terrains collectifs alternatifs

Tableau n°2 : profils des enquêté.e.s avec qui les entretiens ont été réalisés

## Réflexivité de l'approche

Il semble nécessaire à ce stade du développement de préciser que l'utilisation des catégories "hommes" et "femmes" n'a pas coulé de source. Je prendrais ici une certaine distance vis-à-vis des termes hommes et femmes, pouvant être perçus comme des catégories essentialistes de par leur binarité qui catégorise deux sexes et deux identités de genre "standardisées" (Alvarez & Parini, 2005). Ces catégories, je les utiliserai en prenant en compte qu'elles sont poreuses et fluctuantes. En arrière plan, il s'agira de pouvoir prendre en considération toutes les personnes non cisgenre, qui sont aussi soumises aux problématiques exprimées ci-dessus. Malgré tout, je considérerai, comme l'écrivent Alvarez et Parini (2005), que :

Les catégories « femme » et « homme » sont donc adéquates lorsque l'on cherche à rendre visibles des différences basées sur l'appartenance sexuelle. Elles sont d'autant plus efficaces pour saisir les discriminations qu'elles sont proches des catégories cognitives et perceptives utilisées communément. De ce fait, la dichotomie femme/homme paraît être le meilleur indicateur pour mesurer des différences sexuelles. [...] Peu importe que la classe de sexe en soi existe (qu'elle soit observable), ce qui nous intéresse, ce sont les processus d'attribution de rôle à la classe en soi (système d'exploitation) et leurs conséquences pour le vécu des groupes sociaux ainsi définis. C'est cela qui construit le genre à travers le jeu des rapports de force sociaux (classe pour soi). [...] La recherche féministe doit résoudre ce paradoxe qui

consiste à prendre en compte le sexe biologique comme un des éléments constituant les rapports discriminatoires et à s'en détacher pour comprendre les sources sociales de ces discriminations.

Ces questionnements soulevés par les autrices sont à garder à l'esprit lors de la lecture du travail afin de ne pas risquer de rester dans une grille d'analyse binaire et/voire essentialisante.

## Chapitre 2. ZAD et squats, des milieux alternatifs sensibilisés au féminisme.

L'étude des milieux alternatifs vient interroger les notions de militantisme, d'activisme, d'engagement. L'*alternatif* comme entendu ici va émerger suite à la fois de l'essoufflement des militantismes traditionnels et ses méthodes, qu'Isabelle Sommier (2003) va qualifier de "fracture syndicale ; et de "l'exode utopique" (Léger et Hervieu, 1979) qui, suite à mai 68 et dans un contexte de contestation de la surconsommation, donne naissance à de multiples formes d'expérimentations rurales et de vie en communauté. Les milieux alternatifs, sous leurs formes urbaine comme rurales, sont donc des modes d'expérimentation sociale issus de la "gauche mouvementiste" (Crettiez et Sommier, 2002), inscrits dans une visée profondément non-institutionnelle mais aussi anticapitaliste, altermondialiste, avec la volonté de fonctionner sur un modèle horizontal.

Parmi ces modes de vie alternatifs, j'ai donc choisi de m'intéresser en particulier aux squats urbains et aux ZAD. Je tiens à faire quelques précisions afin d'éviter une trop grosse généralité : il existe en effet différents types de squats et de population y vivant. Rapidement, je définirais trois types de squats :

- Les squats habitatifs : l'ouverture d'un squat habitatif se fait généralement par nécessité, et s'il arrive que le choix soit politique, il est surtout lié à un contexte d'extrême précarité.
- Les squats artistiques - nombreux en Belgique - sont inscrits pour beaucoup dans des processus contractuels en établissant des conventions avec les communes des villes où ils émergent. Cependant, les conventions d'occupations signées au nom de la promotion de l'art sous diverses formes est souvent support à des occupations non conventionnelles (qui cumulent donc ateliers d'arts conventionnés, mais aussi squat habitatif et militant, qui sont la partie immergée de ces squats). Ces occupations, conventionnées ou non, sont souvent politisées et constituées de

personnes issues des classes moyennes ayant un fort capital culturel et social leur permettant d'accéder aux démarches administratives permettant de justifier l'occupation auprès des institutions étatiques.

- Les squats militants (de gauche) : à vocation première militante anti-institutionnelle, avec l'organisation d'action militantes (manifestations, collages, soirées de soutien) ils sont souvent au croisement de l'habitatif (lieu de vie de militant.e.s mais aussi d'immigré.e.s, de SDF ou encore d'étudiant.e.s précaires), de l'artistique (promotion des arts et de la culture accessibles à toutes avec l'organisation d'évènements à prix libre), ou encore de l'action sociale (distributions alimentaires, soutien psychologique, aide dans les démarches administratives et/ou juridiques<sup>3</sup>...)

Mais on peut encore prendre l'exemple de squats queers, de personnes souhaitant développer un fort entre soi autour d'une même problématique ou identité, sociale ou culturelle ; le squat est davantage une sorte d'entité hétérogène qu'un mode de vie délimité strictement.

Les squats artistiques et militants sont les seuls où j'ai pu évoluer ; leur inscription dans un mode de vie contestataire en fait des lieux relativement sensibilisés aux questions de genre malgré des limites mises en avant par la répondante E : "La zone se veut a minima antisexiste, ça semble être le minimum de sensibilisation mais cette sensibilité au féminisme est assez fluide, parfois de façade, parfois opportuniste". L'utilisation du terme "zone" plutôt que de parler des habitant.e.s renvoie à un ensemble de codes comportementaux et militants inscrits dans ce que l'on pourrait appeler une *charte collective implicite* propres aux lieux de vie.

La particularité qui m'a intéressée dans l'étude des squats et ZAD, comparés à d'autres lieux alternatifs comme les éco-villages ou les communautés autogérées, est leur inscription dans la lutte militante de la gauche radicale anticapitaliste et anti étatique. Aussi inscrits dans les luttes écologiques et antiracistes, ces deux terrains font de leur opposition aux institutions et au capitalisme un mode de vie à part entière. Ces particularités des milieux alternatifs sont énoncées par Geneviève Pruvost (2017) qui va définir une population alternative "radicale" qui "mène la lutte sur le terrain de la cohérence de leur mode de vie". Elle oppose ces militant.e.s aux "bobos" et aux "écologues modérés", qui selon elle n'agissent que sur certains pans de leurs modes de vie. En résumé, nous définirons sociologiquement l'engagement alternatif comme une implication et une immersion totale dans un mode de vie avec une large pluralité de pratiques. Les lieux desquels j'ai tiré mes observations et où ont vécu les enquêté.e.s sont des lieux que Geneviève Pruvost décrit comme étant des lieux "d'occupation". Du squat urbain à la ZAD, l'occupation illégale sert de tremplin aux

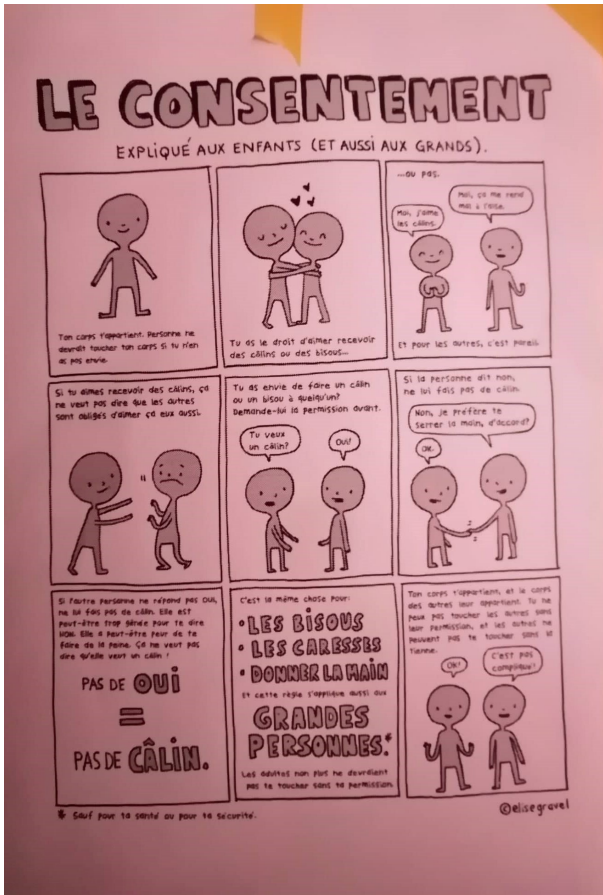
---

<sup>3</sup> Cf. Mémoire Master 1, Le squat comme modèle non institutionnel d'intervention sociale

revendications des militant.e.s ; ce sont des lieux à la foi pour vivre et montrer que vivre autrement est possible, mais surtout des espace pour militer : préparer des actions, créer un réseau alternatif, construire du social et du politique, de l'organisation et des modes de vie autrement. Les codes de vie en collectivité et de vie quotidienne - c'est-à-dire manger, dormir, militer et pratiquer ses activités sur le même lieu - interroge la manière dont les individu.e.s articulent leurs militantismes et leurs vies privées, et vient mettre en exergue les divers degrés d'intériorisation et de déconstruction des stéréotypes de genre que j'ai pu observer.

L'hypothèse d'une sensibilisation aux questions de genre dans les milieux alternatifs comme définis ci-dessus a été confirmée par les observations réalisées dans le cadre de mon M2. J'ai en effet pu observer tout un tas de documents concernant le sujet des questions de genre (stickers, brochures militantes, affiches, évènements) qui, sans saturer les espaces, sont très présents. Beaucoup de panneaux / documents sont écrits à l'inclusif.

Concernant les lieux de vie en mixité choisie, la ZAD de NDDL en accueille deux, et la ZAD du Carnet un. Dans les squats où j'ai pu faire des observations, les lieux de vie sont mixtes, mais des événements (ateliers, réunions etc) sont organisés en mixité choisie. Il existe aussi des ateliers de déconstructions, comme celui ayant lieu tous les mois à NDDL auquel j'ai pu participer, invitant chacun.e à réfléchir aux oppressions de genre à partir d'un support (texte, film, podcast), à en discuter et débattre.



Photos prises dans des squats à Bruxelles.



*Photos prises à Notre-Dame-des-Landes. Les deux brochures à droite sont disponibles sur le site [infokiosques.net](http://infokiosques.net)*

Il existe donc dans ces lieux des outils matériels et sociaux mis en place et alimentés afin de sensibiliser aux questions de genre, de consentement, des inégalités, du patriarcat. Or, paradoxalement, si certaines pratiques semblent réfléchies collectivement, on observe très vite une reproduction des comportements et assignations de genre, à différentes échelles. Comme l'écrit la répondante D au questionnaire, la théorie et la pratique féministe sont bien soumises à un fort décalage : "certain.e.s personnes sont féministes dans les discours mais très peu dans les actes. J'ai vu et entendu des choses assez déplorables, voire même très inquiétantes, dans les rapports hommes/femmes". Il s'agira donc de questionner dans quelle mesure la sensibilisation aux questions de genre impacte la vie

quotidienne. Qui sont les personnes effectuant le travail de sensibilisation ? Dans quels cadres est-il observable, dans quels contextes cette sensibilisation fonctionne-t-elle, ou non ? Ce sera là le noeud sociologique du sujet : comment s'articule le paradoxe d'une sensibilisation théorique féministe effective et d'une pratique quotidienne marquée par des stéréotypes de genre ?

### Chapitre 3. Une division genrée du travail dans l'espace de vie.

Dans cette partie du développement, je souhaite mettre en avant les situations, domaines et contextes dans lesquelles la division genrée s'exerce. Si elles sont parfois semblables à une division genrée plus globale et propre à d'autres milieux sociaux (et parfois à tous les milieux sociaux), les situations décrites ici sont spécifiquement celles observées dans le cadre de l'enquête.

Lorsqu'elle parle de la division sexuelle du travail, Danièle Kergoat (Kergoat, 2001) écrit que

La division sexuelle du travail est la forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe ; cette forme est modulée historiquement et socialement. Elle a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d'homme "vaut" plus qu'un travail de femme).

On retrouve dans les groupes militants les mêmes sphères productives et reproductives que dans les autres sphères sociales, liées à un système hiérarchisé de valeurs militantes. La particularité dans le militantisme est "l'appropriation collective" du travail des militantes par les militants" (Fillieule & Roux, 2009), où les hommes vont pouvoir s'inscrire dans le coeur de la lutte et l'action militante à proprement parler, alors que l'entretien et le maintien de la cohésion du groupe militant va être le monopole des femmes, et accompli selon un "mode informel" (Taylor, 2007), ce qui participe à sa naturalisation. Les charges domestiques, mentales et émotionnelles font donc partie du travail militant à part entière et ne sont pas un domaine parallèle à celui-ci.

## Des domaines d'activités marqués par le genre.

Il me paraît pertinent dans un premier temps de faire un état des domaines d'activités très genrées que j'ai pu observer sur les différents lieux d'enquête.

Dans une occupation à Bruxelles et à NDDL, des brasseries artisanales sont tenues par des hommes ; une distillerie était aussi tenue par un homme sur NDDL avant les expulsions. Le répondant A parle de "sociabilités festives plus masculines", ce qui met en lien la production d'alcool et les socialisations masculines.

Si les potagers ont tendance à être plutôt mixte, les jardins aromatiques et médicinaux sont principalement entretenus par des femmes ; ce qui est issu de ces jardins est souvent utilisé dans la fabrication de tisanes, baumes, huiles, qui s'inscrivent dans un continuum du soin, du care, typiquement féminin. La répondante E écrit que "les chantiers les plus techniques, avec du matériel compliqué, cher, etc. est majoritairement masculin, de même que l'agriculture traditionnelle".

J'ai aussi pu observer deux forges ; une à NDDL une dans un squat à Paris ; elles ont été créées par des hommes et principalement utilisées par eux. La personne qui tient la forge sur la ZAD tente de faire des sessions découverte à tous et toutes ; j'y suis allée accompagnée d'un groupe de personnes de passage, mixtes, où ni filles ni garçons n'avaient jamais fais de forge. Les filles ont moins osé essayer que les garçons, en disant dès le départ qu'elles n'étaient pas assez fortes pour travailler le métal et utiliser les outils. Cette *menace du stéréotype* (Steele & Aronson, 1995) est intéressante à étudier dans ce genre de situation car les garçons ne savaient pas beaucoup mieux utiliser les outils et n'avaient pas de meilleur résultat, mais ne verbalisent pas leur absence de savoir faire ; étant des hommes, ce domaine masculin est censé être à leur portée, et il n'a pas été question d'interroger leurs capacités sur la pratique.

J'ai pu observer des hommes sur la ZAD qui affûtaient des flèches dans le but d'aller chasser à l'arc, tout en discutant de forge, de bas-fourneaux, d'aiguisage, du grain des pierres à affûter... Domaines de discussions dont les femmes sont généralement exclues, j'ai dû faire un effort particulier pour être intégrée à la conversation. A ce moment, j'ai eu le ressenti qu'en tant que fille, il n'était pas intéressant pour eux que je participe à la conversation, puisque c'était de fait un sujet masculin. Cette situation a fortement mis en avant des présupposés masculins sur les domaines de compétences et connaissances féminines sans chercher à savoir si l'interlocutrice est légitime ou non (il se trouve que j'avais des connaissances sur ces sujets).

Vient aussi l'atelier de menuiserie de NDDL, quasiment exclusivement occupé par des hommes (apparemment, une menuisière y travaille aussi quotidiennement mais je ne l'ai pas croisé). Au delà d'un savoir faire, l'exemple de la menuiserie, avec la présence d'outils

mécaniques à partir desquels sont produits les bois pour la construction des cabanes, structures (etc) dans la ZAD, sont détenues et utilisées principalement par les hommes, leur laissant le monopole des moyens de production (Tabet, 1979). L'exemple de la menuiserie traduit plus vastement le monopole masculin du bricolage et des chantiers. Bien qu'il s'agisse de pratiques très présentes dans les squats et les ZAD puisqu'il est nécessaire de façonner et construire soi-même ses espaces de vie, les chantiers et le bricolage sont des domaines très genrés. Un extrait du questionnaire mentionne ce fait directement :

En tant que potentiel.le participant.e à des activités "masculines" ou "féminines", relèves-tu des comportements ou des techniques particulièrement genrés lors de celles-ci ? Si oui, lesquels ? Est ce que cela peut te freiner à y participer, et de quelle façon ?  
*"Oui beaucoup, surtout concernant le bricolage. Oui j'ai été freiné à participer à des ateliers collectifs où ces questions n'avaient pas été réfléchies en amont et les comportements étaient problématiques." Répondant A*

D'autres extraits montrent une forte dévalorisation des capacités des femmes en matière de bricolage :

*"J'aime bien bricoler, j'ai remarqué que cela pouvait générer chez les hommes une attitude de "grand frère" sur des projets collectifs. Alors que lorsque je cuisine pour le groupe, on me fout la paix." Répondante D*

*Célia : Ouais, ou on t'appelle pas.*

*Julie : On t'appelle pas ?*

*Célia : Ouais, quand y'a un chantier, on t'appelle pas.*

Cette non considération est d'autant plus violente - et illégitime - lorsqu'on sait que certaines femmes sont professionnelles du bâtiment (Célia est maçonnes, Alice est menuisière) mais qu'elles se confrontent quotidiennement à des comportements sexistes - se font prendre les outils des mains, expliquer comment mieux faire, surveiller dans leur pratique. La socialisation autour de l'usage des outils et des pratiques manuelles semble être une de celles inscrites le plus profondément, où même des personnes fortement sensibilisées au féminisme autour de ces pratiques n'ont pas conscience de leurs comportements sexistes.

A NDDL, dans un des lieux faisant office de garage auto, seuls des hommes s'occupaient de la mécanique. Cependant, malgré une surreprésentation de mécaniciens, j'ai croisé plusieurs femmes mécaniciennes sur la ZAD.

Dans une occupation à Bruxelles, j'ai pu observer que l'atelier de réparation d'objets électroniques, organisé par un homme, n'était fréquenté que par des hommes (une dizaine environ à chaque fois).

Enfin, dans cette même occupation, les ateliers de danse et d'expression corporelle étaient organisés par des femmes et fréquentés par elles majoritairement.

Cette répartition des domaines d'activités, les enquêté.e.s semblent l'avoir bien en compris :

*“Les questions serrures, plomberie, électricité, barricades, mécanique, sont quasi toujours gérées par des hommes, et les questions juridiques, alimentaires, travail social interne et solidarité extérieure, par des femmes...” Répondante B.*

Elle s'inscrit à chaque fois dans une bicatégorisation liée à des spécificités “bio-culturelles” (Juratic & Pelegrin, 1994), où les affinités pour tel ou tel domaine sont considérées comme étant naturelles et innées.

### Charges domestiques.

L'étude réalisée en 2017 par Kandil et Périvier met en avant la répartition sexuée du travail domestique. Elles écrivent qu' “en moyenne, les femmes réalisent 71% du travail domestique (ménage, cuisine, linge) et 65% du travail familial”. Or, quand on parle de tâches domestiques, il y est inclus le bricolage et le jardinage (Graphiques INSEE, Annexes 1 et 2) ; le bricolage étant une activité principalement masculine, on peut supposer que dans les 29% du travail domestique effectué par les hommes, une grosse partie concerne cette activité, ce qui diminue d'autant plus leur participation aux tâches que sont la cuisine, le ménage, le linge. Ces tâches domestiques sexuées sont donc les plus marquées dans la société.

Dans les milieux alternatifs où j'ai pu évoluer, ces tâches liées au ménage et à l'entretien des lieux sont moins marquées que dans les autres sphères sociales, mais les avis restent relativement tranchés sur la question. Le seul répondant masculin écrit que : “Ici en ce moment, la plupart des tâches sont paritaires, mais une femme fait beaucoup plus dans les réunions de tâches organisationnelles” (Répondant A). Si il met en avant une répartition domestique équitable, les entretiens réalisés avec les enquêté.e.s femmes et/ou non binaire montrent qu'elles voient une énorme différence :

*“En fait à la cuisine y'avait pas un mec. Jamais. Ni à la cuisine ni au ménage en fait, et quand on a fait une réu pour en parler, on été en minorité de nombre en plus, ça a été balayé comme ça, “ouais ouais on fera gaffe”, rien n'a été mis en place, et nous on a pas eu la force non plus de dire “là on met un tableau, ou on fait quelque chose”, mais on avait déjà grandement prit sur nous pour le dire à cette réu, et y'a eu aucune suite.” Célia*

*“Sur la ZAD les femmes sont plus souvent au jardin et à la cuisine et les hommes plus sur le terrain ou à préparer les actions” Alice*

*“C’est toujours les meufs qui se retrouvent à capter qu’il faut vider le verre, qu’il faut faire le ménage, qu’il faut faire la vaisselle, que machin que patati, et que du coup t’es obligé de répéter à chaque fois : au moins faites votre auto wash parce que sinon... Sinon on croule sous la vaisselle dans des énormes lieux où y’a énormément de passage, c’est pas possible, genre la bouffe c’est pareil” Marie*

Cette fracture dans les représentations est quelque chose duquel j’ai pu discuter de manière informelle avec plusieurs personnes, et il est intéressant de constater que la plupart des hommes, tout en maintenant un discours sur la division sexuelle du travail et le fait de comprendre où et comment elle se cristallise, ont la perception d’une équité dans la répartition des tâches domestiques. Perception qui, d’après mes observations, ne semble pas avérée. La sensibilisation à une question - charges domestiques genrées - n’empêche donc pas un biais de représentation et de perception forte chez les personnes privilégiées par cette division du travail.

## Charges mentales, émotionnelles et sociales.

Différent.es enquêté.es ont donné un point de vue relativement similaire autour des charges mentales, émotionnelles et sociales :

*“Les hommes avec qui j’ai vécu en squat ou ceux que je continue de fréquenter à la ferme collective sont extrêmement débrouillards, ils nettoient et/ou cuisinent (à différents degrés). En revanche, je me suis en effet occupée de problèmes relationnels et communicationnels.”  
Répondante D*

*“C’est les meufs qui géraient tout, qui géraient, enfin tout le travail domestique en tous cas, et de comment dire. D’attention du lieu. Et tout le travail émotionnel c’est elles qui prenaient la charge quoi.” Azur*

Les autres discussions avec des enquêtées, couplées aux observations, permettent de mettre en exergue le temps personnel pris pour discuter des problèmes collectifs et inter-individuels. On peut prendre l’exemple de Marie qui passait plusieurs heures par jour à tenter de résoudre des conflits entre membres du squat. Ces temps de parole et d’écoute sont d’autant plus invisibles qu’ils sont informels et ne sont pas considérés par toutes comme du temps de travail, mais souvent perçu comme du bavardage/loisir, pris au dépend du temps d’investissement dans des *actions militantes*. Le temps de prise en charge émotionnelle des individu.e.s du groupe, parfois moqué par des individus masculins, est pourtant souvent de leur ressort : la socialisation masculine amenant les hommes à peu discuter entre eux, beaucoup vont se tourner vers des femmes pour parler de leurs soucis,

états d'esprits, interrogations, faisant porter une plus grande charge émotionnelle sur elles, tout en ne considérant pas ce temps dédié à l'écoute comme un temps de travail.

A la question : *“Passes-tu du temps à discuter des problèmes d'organisation des problèmes relationnels, à t'occuper des problèmes internes au groupe avec lequel tu vis/ as vécu ?”*, la répondante B écrit *“Énormément ! J'ai l'impression d'être en crise de "groupe" permanente ! La charge mentale est énorme”*, faisant ainsi un parallèle entre la charge émotionnelle portée par les femmes dans les couples hétérosexuels et la charge émotionnelle portée par les femmes dans les groupes mixtes, ce qui permet de mettre en lumière la répartition des charges émotionnelle se fait selon une mécanique du genre bien précise, même dans différents contextes.

Ces rôles dédiés à la gestion des relations et à la communication vont de paire avec le rôle *“d'attention giving”* qui met les femmes dans démarche de *“valorisation des tâches effectuées par les hommes”* (Bargel, 2005), et dans une posture de soutien plutôt que d'initiatives. Cette position est aussi développée par la répondante D à la question :

Considères-tu qu'il y ait des *“domaines masculins”* et des *“domaines féminins”* dans les lieux où tu as pu vivre ? Si oui, lesquels ?

*“Pas tant des domaines qu'une dynamique. Les hommes impulsent et les filles suivent.”*

*Répondante D*

Ces dynamiques d'*impulser* et de *suivre* se font à la fois dans le travail militant (rédiger les tracts = rôle masculin ; les distribuer = rôle féminin) mais aussi dans les activités quotidiennes, comme des expériences vécues par Azur lorsque des personnes au sein du squat (familles accueillies) vivaient mal leur hébergement :

*“Les mecs prenaient, comment dire, prenaient l'ensemble de la discussion, enfin dans la représentation que j'ai. Et je me souviens que souvent c'était des mecs qui parlaient justement de mettre en place tout ça mais c'étaient les meufs qui le mettaient en application en fait.”* Azur

Ce dernier extrait met en avant que les hommes sont présents dans la gestion théorique du conflit, c'est-à-dire qu'ils participent à l'élaboration théorique de solutions, mais qu'ils ne participent pas à la mise en application et laissent ce travail aux femmes. Ces discours, souvent valorisés car *“les hommes avaient tendance à prendre davantage la parole et à être des détenteurs privilégiés des savoirs militants (Henneron, 2002 ; Schütz, 2004, dans Jacquemart, 2013)”*, ont un effet pervers dans le sens où ils sont visibilisés et reconnus collectivement, contrairement à la mise en pratique, qui se fait parfois de manière invisible.

Ce travail d'écoute et d'attention apparaît très chronophage pour certaines femmes : Alice me dit par exemple avoir passé beaucoup de temps à écouter, parler et s'occuper d'autrui, et elle considère que ce temps là a une valeur ; qu'écouter a la même valeur que le temps où tu fais de la menuiserie : "Quand tu fais ça toute ta vie, soit tu deviens bonne soeur soit tu deviens psy et tu te fais payer". Azur, Célia et Marie mettent elleux aussi en avant que la gestion des conflits, les discussions pour gérer les soucis internes au collectif, sont pris en charge plus régulièrement par les femmes, et que "c'est aussi un taff" (Marie).

Pour résumer, le temps de travail émotionnel et de communication semble reconnu par toutes les femmes et minorités de genre comme un domaine d'activité à part entière, un temps de *travail d'écoute*, mais sa forme informelle ne permet pas qu'il soit reconnu collectivement en tant que tel. A terme, ce travail d'écoute assigné aux femmes en a mené à se désengager de la vie en squat et en ZAD - c'est notamment le cas d'Alice et de Marie, deux personnes sur les quatre entretiens réalisés.

Enfin, Marie m'explique aussi que la sensibilisation aux tâches domestiques est majoritairement effectué par des femmes :

*"Ca c'était de nombreuses et nombreuses discussions, et à force, ça fait six mois que tu le dis et à force, oui effectivement ça tilt et voilà. Après je mets... "Not all men" [entre guillemet avec les doigts], effectivement y'avait des copains qui captaient très bien tu vois, mais c'était majoritairement des zouzes qui s'occupaient de la gestion du lieu, pour qu'il reste agréable, pour qu'il reste viable etc" Marie*

Cet extrait illustre une double charge : celle du travail domestique et celle de la sensibilisation pédagogique des hommes à ce travail domestique. Ce travail de sensibilisation passe par une perpétuelle justification (de la part des femmes), qui ajoute une charge supplémentaire au travail demandé (faire et sensibiliser à faire). En plus de cette *double charge*, Azur va mettre en avant que certains hommes, en se saisissant de la charge domestique et en allégeant donc théoriquement les charges imposées aux femmes, vont pourtant l'augmenter d'une autre manière :

*"Des mec cis qui prennent en considération l'ensemble des charges etc et qui demandent à avoir une consécration au quotidien de "ah regarde moi j'ai fais ça, là j'ai participé etc", y'a ce truc de, un peu antiféministe entre guillemet, de... [...] un mec cis qui va faire, qui va participer aux tâches une fois, qui va être en mode "ah mais regardez j'ai participé". Sauf que du coup, sans se rendre compte que même en faisant ça il ré-établi un schéma hyper discriminant en mode : si tu regardes autour de toi les meufs elles font ça toute la journée et elles demandent pas d'approbation et de légitimité, en mode "ah bah applaudissez moi parce que j'ai fais le ménage" tu vois." Azur*

Ici Azur parle "d'approbation", mais je parlerais plutôt d'une *accréditation nécessaire*

dans le sens où la reconnaissance par une femme d'un acte dit féminin, effectué par un homme, va *valider* cette pratique. La demande d'accréditation de l'acte produit (ménage, cuisine) par un homme va créer, pour la ou les femmes à qui il s'adressera, une charge supplémentaire consistant à rassurer, encourager et approuver l'acte réalisé. De nombreuses discussions informelles avec des femmes m'ont permis de considérer qu'encourager et soutenir un homme dans ses démarches - personnelles, militantes ou professionnelles - demande de l'énergie et du temps, d'autant plus lorsque la femme considère qu'il n'y a pas de raisons de valoriser l'acte produit par l'homme. Certaines s'y emploient tout de même par peur de la non réitération de l'action si celle-ci ne permet pas d'accorder de la valeur sociale à la personne qui l'a effectué. Avoir observé et discuté plusieurs fois, avec différentes femmes, du fait de devoir encourager et féliciter un homme vis-à-vis d'une tâche accomplie, au risque sinon que celui-ci se désintéresse de cette tâche (car, ne se sentant pas valorisé de l'avoir réalisé, il n'y trouve pas d'intérêt personnel, outre l'intérêt de tendre à l'égalité homme-femme, ce qui ne semble pas toujours suffisant à palier l'effort nécessaire à un homme pour réaliser une tâche qu'il n'a pas, socialement, été désigné à porter et donc pas été habitué à faire) légitime selon moi de le mentionner comme étant une attitude, si elle n'est pas systématique, toutefois courante.

Pour conclure, les matériaux d'enquête, croisés avec travaux sociologiques mobilisés, me permettent d'affirmer que l'invisibilisation des charges émotionnelles et sociales sont d'autant plus décriées que les charges domestiques sont prises en compte et reconnues comme étant une charge formelle par les deux classes de sexe ; et que le travail d'écoute et de soin est lui naturalisé. Cela décrédibilise d'autant plus les impacts psychiques que les femmes subissent à cause de ces charges. Pour certaines femmes, se confronter au sexisme au sein de milieux censés être *safe*s a été une réelle désillusion, comme pour Alice "Et après le militantisme y'a quoi ? Tu fais ton trou et tu vas dans la tombe". Cette dernière phrase montre que pour elle, les milieux alternatifs apparaissent comme un bastion dans lequel les rapports de genre sont moins marqués qu'ailleurs. S'apercevoir de la reproduction des stéréotypes de genre dans ces lieux est pour elle un profond désenchantement. D'autres enquêté.e.s se sont elles aussi retirées de la vie en squat ou en ZAD pour ces mêmes raisons ; les charges féminines et les comportements sexistes mènent certaines femmes à un véritable *burn out*, qui les pousse à se désinvestir du militantisme politique.

## Chapitre 4. Stratégies d'émancipation (1). Mixité choisie.

Face au constat d'une division genrée des tâches, et ce malgré une sensibilisation au féminisme, plusieurs stratégies d'émancipation sont mises en place par les femmes et les minorités de genre. Je me suis ici intéressée à deux grandes thématiques qui sont ressorties des observations et entretiens : la mise en place de la mixité choisie et l'appropriation de monopoles masculins.

Si j'émet ici l'hypothèse de stratégies d'émancipation mises en place par les femmes pour sortir de l'oppression des systèmes de dominations patriarcaux, il paraît pertinent de définir dans un premier temps ce qui est entendu ici au travers du terme d'émancipation. Au sens large, l'émancipation des femmes peut être étudiée à travers "l'indice sexospécifique de développement humain à l'indice de participation des femmes à la vie économique et politique" (Adjamagbo & Calvès, 2012). Cependant cette définition s'inscrit plutôt dans un féminisme libéral, c'est-à-dire une égalité entre homme et femmes dans les sphères du droit, de la santé, de l'éducation, du travail, de la citoyenneté ; mais où les inégalités dénoncées par le féminisme matérialiste ne sont que peu prises en compte (ce qui est lié au travail domestique gratuit, à l'hétéronormativité, au rapport au corps et à la sexualité). Un autre terme qui aurait pu être utilisé est celui d'empowerment qui, multidimensionnel, se veut comme un :

"Pouvoir créateur, qui rend apte à accomplir des choses (« *power to* »), un pouvoir collectif et politique, mobilisé notamment au sein des organisations de base (« *power with* »), et un pouvoir intérieur (« *power from within* ») qui renvoie à la confiance en soi et à la capacité de se défaire des effets de l'oppression intériorisée." (Adjamagbo & Calvès, 2012)

C'est cependant un terme que l'on peut critiquer car il a été "instrumentalisé pour légitimer les politiques et programmes néolibéraux existants" (Adjamagbo & Calvès, 2012), c'est-à-dire qu'il a servi de support aux stratégies établies par le capitalisme. Cela rejoint la théorie de la "ruse de l'histoire" dénoncée par Fraser (2011) qui explique la croyance sociale et historique selon laquelle les avancées féministes ont favorisé l'expansion du libéralisme économique - fait réfutable : c'est le libéralisme qui se serait servi des luttes pour l'émancipation des femmes pour se justifier socialement.

Nous nous intéresserons donc ici à une émancipation qui sort du simple contexte libéral et juridique (qui serait par exemple l'émancipation des femmes par l'accès au travail, à une indépendance financière, à l'accès à la contraception etc) mais des émancipations liées à un *habitus de genre* spécifiques aux milieux étudiés. Je me positionne toutefois de manière non exhaustive, sans affirmer que ces stratégies d'émancipation n'ont lieu qu'au sein de ces espaces - au contraire - ni qu'elles y sont systématiques.

Lorsque l'on pense l'émancipation des femmes, on se retrouve vite confrontés au paradoxe qu'est la difficulté d'assumer les attributs qui participent à assujettir les femmes aux hommes, tout en reconnaissant la nécessité de ne pas renier ces attributs féminins. Il est toutefois important de ne pas amalgamer ce paradoxe à une approche essentialiste. Parler de valeurs féminines renvoie à une construction sociale de pratiques dites féminines ; il ne s'agit pas de valeurs qui seraient substantielles aux personnes de sexe féminin. Il n'est pas question de défendre ici des spécificités de genre soit disant naturalisées qu'il faudrait cultiver pour s'émanciper du patriarcat (Luce Irigaray, 1977). Pour exemplifier, l'écoute et la sensibilité sont des pratiques à valoriser socialement, mais il ne s'agit pas de dire qu'elles sont de nature féminines : elles sont socialement construites comme féminines. Une des idées sous-tendue à cette approche est que les hommes puissent eux-aussi s'approprier ces socialisations du care (par exemple).

Cette partie sur les stratégies d'émancipation des femmes à été pensée au travers d'une vision dichotomique du genre : au regard de la domination masculine et des monopoles masculins, en opposition, en contraste par rapport à eux. Ces stratégies décrites ci-dessous sont donc pensées dans les catégories de genre masculin/féminin classiques, qui participent, en un sens, à la reproduction des normes de genre. Toutefois, comme expliqué dans la partie *réflexivité de l'approche*, ces catégories sont pertinentes pour étudier ce qui existe, car ces faits existent à partir et par cette catégorisation. Comme l'explique Lise Landrin (2020), "refuser de construire un groupe de femmes parce que cette catégorie est binaire, essentialiste ou non réductible, c'est continuer à laisser en place des pratiques culturelles qui produisent elles-mêmes des essences". Utiliser ces catégories binaires dans le cadre de ce travail me paraît donc pertinent pour étudier les mécanismes qui permettent d'en modifier les normes.

### Les limites de l'engagement masculin.

Je souhaite interroger ici les mécanismes et les limites structurelles dans le travail de déconstruction effectué par les hommes. En effet, le sociologue Léo Thiers-Vidal (2002) décrit toute une gamme de procédés par lesquels les hommes engagés peuvent procéder pour sortir de leurs "subjectivité masculine" à travers d'une part une "compréhension intellectuelle des théorisations féministes" et d'autre part "une participation aux dynamiques féministes", c'est-à-dire un investissement à la fois réflexif et actif. L'important semble pour lui de s'intéresser au vécu masculin "sans le mettre en rapport, ni le comparer, avec le vécu

féminin". Mais les observations et discussions de terrain laissent penser que peu d'hommes s'inscrivent dans cette volonté de comprendre par pur altruisme et/ou adhésion à la cause.

Lors de ma participation à un atelier de déconstruction, les trois hommes avec qui j'étais pour discuter durant 3h de questions autour des inégalités de genre, m'ont chacun avoué avoir conscience d'alimenter ces inégalités, qu'ils conscientisaient parfois ; mais qu'y remédier, c'est-à-dire participer à la même hauteur que des femmes à l'organisation des tâches collectives, leur faisait perdre trop de temps sur leurs activités personnelles. Ce discours était d'autant plus troublant qu'il émanait de personnes venues à un atelier de déconstruction, et qui étaient conscients de leurs privilèges mais qui, malgré tout, choisissaient consciemment de parfois les préserver. Pour résumer cet atelier : déconstruire et participer à une meilleure équité, oui, mais tant que cela ne réduit pas trop nos privilèges.

Tiers-Vidal parle d'ailleurs d'un soutien masculin dans la lutte féministe purement intéressé en prenant l'exemple de la libération sexuelle : comme les modèles de relations (relations libres, polyamours etc) sont interrogés et que le sexe apparaît dans ces milieux comme quelque chose de central et éclairé, les hommes y trouvent un intérêt sexuel et relationnel (en pouvant multiplier le nombre de partenaires par exemple). Sauf que ce discours pro sexe abouti malheureusement à beaucoup de comportements abusifs, comme l'explique la répondante D sur une situation qu'elle a pu vivre :

*"Ce même gars a essayé de me draguer plusieurs fois, et j'ai essayé de lui expliquer plusieurs fois en quoi son comportement et sa vision des femmes était problématique... Ce qui s'est soldé par "ah ouais mais toi tu es différente, tu es une femme forte en fait !". C'était navrant. Les autres résidents, hommes, m'ont simplement dit de laisser tomber."*

En tant qu'homme, se positionner contre un autre homme, surtout sur des questions de sexualité, de consentement etc, c'est prendre le risque de sortir du boys-club, et donc perdre une part importante de sa socialisation masculine. C'est une des explications au manque de soutien des hommes dans ce genre de situation. De plus, leur manque de légitimité - en tant qu'hommes, ils ont peut-être eux aussi commis des abus - les limitent dans leur positionnement public. Les hommes sont dans l' « impasse sur leur propre action oppressive » (Thiers-Vidal 2002), c'est-à-dire que les débats entre hommes sur le féminisme aboutissent non pas à une remise en question de leurs comportements et des moyens collectifs de limiter l'oppression patriarcale qu'ils expriment malgré eux ; mais à des plaintes sur les efforts demandés par les femmes, les reproches qui leurs sont faits, etc. Lors d'une expérience de groupes de discussions non mixtes sur des sujets féministes, Thiers-Vidal s'aperçoit que parler de la libération sexuelle des féministes est un sujet positif et dont les hommes aiment parler ; mais que les sujets tels que les violences sexuelles étaient rejetés et évités.

Les hommes mettent donc en place des stratégies - parfois conscientes, parfois non - de délégitimation de la cause féministe, ce qui a tendance à mener à un désengagement des femmes des luttes militantes, et donc à les appauvrir, au lieu de les renforcer (Tissot, 2017).

D'autres comportements réduisent l'engagement des femmes et des minorités de genre : c'est de cas d'Azur, qui a pu s'entendre dire "qu'aider les fille, ça fait tapette", propos à la fois sexiste et homophobe. La répondante B parle elle de comportements abusifs et de "micro-machisme" :

*"La violence sociale, la pression politique, la dimension illégaliste, exacerbe dans ces milieux supposés sans chefs plein de formes de masculinité toxique (les tyrans, les abuseurs), des rapports patriarcaux de domination (les prétendus protecteurs) ... Si on tente d'échapper et de lutter contre plein de formes de dominations ce n'est pas pour les subir sans broncher en interne. [...] Le micro machisme est constant, l'anti-féminisme est latent, la violence masculine ultra-banalisee".*

A la fois les témoignages, comme ci-dessus, ainsi que les observations, mettent en avant une différence nette entre ce qui est promu par le commun, c'est-à-dire un travail sur la prévention des violences de genre - et notamment les violences sexuelles - et les défauts d'intériorisation du contenu de ces préventions. J'ai déjà pu apercevoir un homme cisgenre hétéros censé être un référent "safe" lors de soirées/concerts pour prévenir des agressions, qui produisait lui-même des situations oppressives ; mais son statut officiel de *personne censée être safe* semble le limiter dans sa remise en question. Ce cas, que j'ai pu observer une fois, ne semble heureusement pas systématique, mais il vient interroger l'organisation interne des modalités de préventions et de gestion des oppressions en mixité.

En parlant d'intérêt personnel que les hommes ont à trouver dans leur participation aux tâches domestiques, je veux aussi mettre en avant que les hommes semblent davantage que les femmes, de par leur socialisation, réfléchir au bénéfice et au coût d'une action (tâche domestique) avant de s'y engager, lorsque les femmes vont la réaliser par obligation sociale. La prise en charge des tâches féminines par les hommes semble être réalisée - dans un premier temps - selon un calcul coût/bénéfice : s'engager assez pour soulager le groupe et se sentir valorisé (reconnaissance d'autrui) ; sans toutefois s'engager sur toutes les charges et/ou de manière systématique pour que la participation aux tâches n'empiète pas trop sur leur temps personnel. La participation n'est donc pas systématique et désintéressée, elle est calculée selon le degré d'investissement (temps, énergie) qu'un homme est prêt à céder au groupe.

Cependant, après un certain temps passé à participer aux charges, la participation semble s'inscrire de plus en plus dans une logique où les hommes intériorisent en partie la prise en charge de ces tâches et s'extraient de ce calcul coût/bénéfice de l'action effectuée. Accepter de prendre en charge des tâches assignées aux femmes est un "travail permanent sur toi même" (Thiers Vidal, 2013), sensé pouvoir mener à une "re-socialisation", c'est-à-dire une socialisation dans laquelle la division binaire et genrée des tâches est réinterrogée, déconstruite puis reconstruite en prenant en compte tous les facteurs de cette division genrée, afin de s'en extraire au maximum dans sa vie quotidienne.

### Des espaces *safe* et attractifs.

Comme vu ci-dessus, il y a de nombreux freins à la prise de conscience par les hommes des dominations qu'ils peuvent exercer, et cette domination masculine s'exerce parfois de manière très insidieuse. C'est pour s'y soustraire, et se soustraire au regard masculin, que la mixité choisie se met en place dans de nombreux milieux alternatifs et devient un recours de plus en plus courant. Sur les deux ZAD où je me suis rendue, il y avait un ou plusieurs lieux collectifs de mixité choisie ; ainsi que de nombreuses activités, temps, chantiers, ateliers. Il ne s'agit pas pour moi ici de questionner la légitimité de ces espaces, mais simplement de rendre compte des discours des enquêtée.e.s sur la question, en considérant que la domination masculine, s'exerçant sous diverses formes, conscientisée ou non, justifie en elle-même l'organisation d'espaces et temps en mixité choisie afin de s'en extraire.

Concernant un espace de mixité choisie dans le squat dans lequel elle vivait, la répondante B du questionnaire écrit que :

*"Il est plus facile de contrôler de façon auto-gérée un espace plus réduit et de s'auto-gérer entre femmes. Il est moins facile de demander et d'obtenir d'un homme qu'il fasse sa vaisselle plus régulièrement quand on est une femme. Ça attire des femmes donc cette mixité réduite induit à l'échelle du squat plus de mixité tout en évitant que les femmes se retrouvent les larbins de la majorité des hommes [...] Le fait que des femmes cis et personnes trans aient un espace plus gérable, supposé plus safe, est attractif dans un milieu où il y a toujours beaucoup plus d'hommes que de femmes. C'est aussi un moyen d'action politique et expérimental sur le plan des relations entre femmes et personnes trans / non binaires."*  
Répondante B

Pour elle, la mixité choisie a plusieurs avantages : un purement pratique, lié à la division sexuelle des tâches ménagères ; mais elle met aussi en avant le pouvoir "attractif" de cet espace, et donc son impact politique. Les milieux militants radicaux étant plus

masculins, et donc produisant beaucoup de violences de genre, les espaces de vie quotidienne en mixité choisie permettent à des personnes sensibles à ces violences de genre de pouvoir s'inscrire dans des espaces militants, d'y participer tout en ayant un espace refuge pour limiter les violences subies - et s'en protéger sur une partie de la vie quotidienne.

Pour Marie, la mixité choisie est un moyen de faire *autrement*, sans avoir à subir la différence de valorisation genrée des compétences (Bourdieu, 1998) liée à une même pratique, ici l'ouverture des squats :

*Marie : Ouais je sais pas escalader, c'est souvent ça, le truc physique du : il faut accéder à ce bâtiment et c'est par là... Et où du coup y'a pas de honte à arriver avec une échelle télescopique, celle que tu déplies et que tu remontes, voilà. Parce que t'as... Ou t'as pas un keum qui va t'expliquer la vie en mode c'est comme ci, c'est comme ça, "j'y vais à la disquette ça fait du bruit mais c'est pas grave", et que si toi t'as envie de crocheter discrètement tu peux, et que voilà.*

*Julie : Tu fais le même travail, tu le fais juste différemment quoi.*

*Marie : Oui c'est ça, l'important c'est l'efficacité, après comment tu le fais et t'y parviens, on s'en fou...*

L'ouverture des squats comme domaine plutôt masculin, s'expliquerait entre autres par la pression exercée par certains hommes sur la manière de faire, de manière démonstrative, et qui disqualifie d'autres manières d'ouvrir des bâtiments. C'est aussi lié à d'autres enjeux, comme occuper un lieu la première nuit par exemple :

*"Je ne connais pas beaucoup de femmes qui savent meuler et remplacer une serrure trois points en 5 minutes mais ça existe et il y en aura de plus en plus. Par ailleurs la question se pose quand on va dormir la nuit dans les bâtiments que l'on veut ouvrir. Je suis féministe et plutôt téméraire mais quand on a dû y aller avec une autre femme j'ai refusé. Le principal risque est de tomber sur des agents de sécurité qui sont souvent plusieurs et exclusivement des hommes, cela m'a fait peur". Répondante B.*

Les agents de sécurité ou la police, métiers très majoritairement masculins, exercent souvent une pression sexiste ou du harcèlement à caractère sexuel sur les femmes et minorités de genre. C'est un frein pour certain.e.s d'entre elles de squatter des bâtiments entre femmes. De plus, la valorisation des techniques masculines et la sous reconnaissance des techniques féminines impacte durement l'engagement des femmes dans ce type de missions. Cette pression exercée par les hommes, Marie la ressent quotidiennement :

*Marie : [parlant de la pression qu'elle subit] c'est pas forcément un mec qui te la met directement en mode "tu crains". Ça arrive, mais c'est souvent juste un rapport qui est ancré à la fois chez eux comme chez nous [...] une place qu'eux ils ont l'habitude de prendre et une place que nous on a l'habitude de leur laisser. Et du coup ça fait que oui tu te fous la*

*pression, c'est toujours un truc de démonstration, quand y'a un truc physique aussi, en plus t'as le stress qui joue, du coup c'est beaucoup plus simple de dire : je me le sens pas.*

*Julie: De savoir, est ce que je vais réussir ou est ce que je vais échouer ?*

*Marie : Ouais voilà, et te dire je vais me faire engueuler si je réessaie plusieurs fois, ça enlève toute cette pression là de le faire "entre copines", pour caricaturer. Voilà. Et nous combien de fois on y est allé à l'échelle, bat les steaks...*

Elle explique en quoi cela influe sur son engagement dans les milieux alternatifs mixtes et en quoi cette pression, elle ne la ressent pas dans des temps de mixité choisie. En plus d'être un espace refuge à l'abri des regards masculins, les espaces de mixité choisis sont des espaces de politisation, de prise de conscience féministe, qui peuvent permettre une réappropriation des espaces, de sa corporéité, et permettent de développer pour certain.e.s une meilleure confiance en soi.

## Faire face aux violences sexuelles.



*Photo prise en squat à Bruxelles lors d'un évènement publique*

Au-delà de préserver des violences sociales et symboliques de genre, la mixité choisie est aussi une solution dans le cadre de réparation suite à des violences sexuelles.

On peut observer un paradoxe concernant les violences sexuelles dans les squats et les ZAD : la sensibilisation autour de ce sujet, censée réduire le nombre de situations de

violence, les rend *de facto* très visibles. Sans être plus nombreuses que dans d'autres milieux, elles sont beaucoup plus prises en compte. Le positionnement collectif implicite *contre* ces violences sexuelles et la culture du viol, face à des réactions individuelles prônant la présomption d'innocence, donne lieu à beaucoup de conflits internes et à d'autres formes de violences collectives symboliques.

Dans le cas malheureusement typique d'une dénonciation d'un agresseur sexuel, le groupe est généralement scindé en deux parties, l'une défendant la victime et demandant souvent l'exclusion de l'agresseur du groupe ; l'autre défendant l'agresseur, avançant l'importance de la subjectivité des acteur.ice.s durant la situation d'agression, et ne souhaitant pas son l'exclusion. Si l'agresseur n'est pas exclu du groupe, la personne agressée quitte quasiment systématiquement le collectif. Même si l'agresseur est exclu, la victime subit souvent des réflexions ou des violences de la part des autres membres du collectifs en la rendant totalement responsable de l'exclusion, sans prendre en compte la violence qu'elle a pu subir. Bien sûr cela dépend des collectifs, dans certains lieux il y a un consensus commun plus clair sur l'exclusion systématique des agresseurs.

Mais l'exclusion des personnes pose aussi des problèmes à long terme : individus récidivistes passant de squats en squats sans prise en charge ni confrontation par/aux membres du groupe. Ce "bras de fer" (Brel & Fourment, 2017) renvoie à la question plus large de la manière de gérer collectivement les agressions sexuelles dans des milieux où le recours aux institutions policières et juridiques est exclu, et que le féminisme se veut généralement anti-carcéral. Les différentes postures, entre les approches pédagogiques, de prise en charge ou d'exclusion aboutissent parfois à des tensions si fortes que certains groupes sont dissous pour ces raisons ; ce malgré les outils mis en place pour prendre en charge les personnes ayant subies des agressions, comme témoigne la répondante E sur la mise en place d'un "groupe de lutte et d'accompagnement en cas de violence sexiste/sexuelle lors de moments festifs sur la zad". Les espaces de mixité choisie ont donc aussi cette vocation : préserver des agressions venues des hommes cisgenre hétérosexuels, considérés comme les agresseurs sexuels principaux. La mixité choisie est une stratégie de protection face à la culture du viol, intrinsèque au système patriarcal structuel. La création de *safer spaces* en mixité choisie pour s'extraire des contextes d'agressions sexuelles est à la fois une stratégie féministe de préservation, mais aussi un indicateur majeur concernant les limites de la déconstruction masculine.

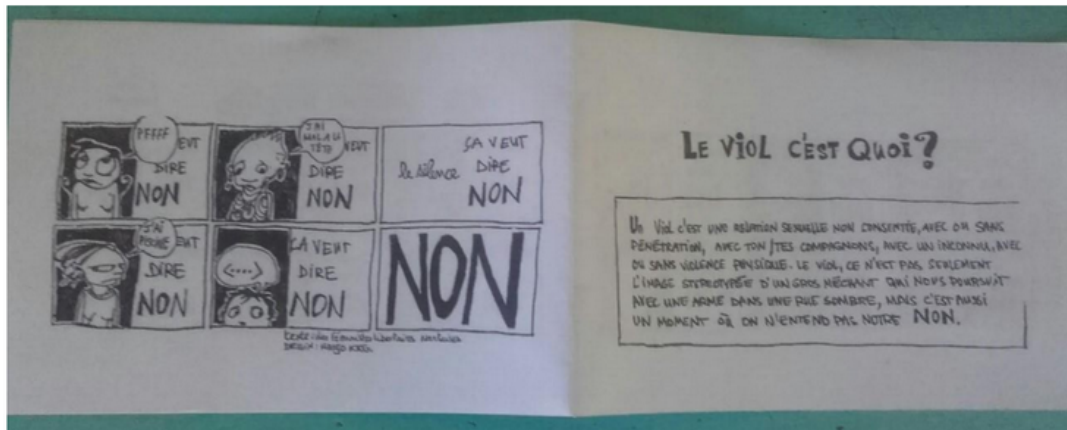


Photo d'un dépliant en libre service à Notre-Dame-des-Landes.

## Chapitre 5. Stratégies d'émancipation (2). Appropriation de monopoles masculins.

L'immersion en ZAD permet un constat fort : c'est un milieu dans lequel les normes de genre sont davantage bousculées, interrogées, travaillées qu'ailleurs. D'une part, les personnes y vivant sont généralement sensibilisées à ces questions ; d'autre part, les arrivant.e.s sont plongé.e.s malgré elleux dans un contexte global de réflexions autour de ces normes de genre, officiellement ou officieusement. Ainsi, on peut observer, malgré les domaines genrés présentés ci-dessus, des femmes qui s'approprient des monopoles et compétences masculins. Il s'agit ici d'interroger en quoi le contexte général influe sur les pratiques individuelles des pratiquantes, et en quoi les caractères individuels des femmes s'inscrivant dans les milieux alternatifs permettent de démocratiser ces appropriations de monopoles masculins. J'essaierais de prendre en compte les limites, les freins sociaux et psychologiques, qui impactent les pratiques ; ainsi que la part de conscientisation - ou non - de la place du genre dans la pratique. Cette appropriation de monopoles masculins permet de réinterroger "la supériorité de l'ethos dit "masculin"." (Journée d'études 2020, Paris) : en dé-genrant une pratique ou un comportement, on lui ôte la survalorisation ou sous-valorisation qui lui est attribuée en fonction du genre de la personne qui l'exerce.

## Savoirs et savoir-être.

Dans un premier temps, je souhaite insister non pas sur les pratiques mais sur les comportements, les *ethos féminins* particuliers en milieux alternatifs. Bien que présents dans d'autres milieux, ces *ethos* adoptés par les femmes sont quasi systématiques chez celles vivant en ZAD et squats. On peut en effet constater que les femmes adoptent un *hexis* corporel dit *masculin*, qui va s'exprimer sous différentes formes. Tout d'abord, la norme vestimentaire est principalement axée sur l'*usage* des vêtements, confortables et pratiques, liés à l'environnement (vêtements chauds en hiver appropriés aux squats non chauffés, bottes dans les endroits boueux comme NDDL) et non à l'aspect esthétique. On remarque peu de traces des *féminité vestimentaire* courantes (vêtements jugés peu pratiques comme les jupes ou les talons) mais aussi moins d'accessoires féminins : le sac à main est souvent remplacé par le sac à dos ou la banane, le kit de maquillage par une lampe frontale, par exemple). Les normes vestimentaires sont relativement liées aux principes politiques présents dans les lieux : sortir du consumérisme, du superflu, du commercial. Les *accessoires de beauté* sont perçus comme non nécessaires, et ne répondent pas aux codes de reconnaissance sociale de ces groupes. Certaines normes esthétiques féminines, comme l'épilation et le maquillage, sont donc peu pratiquées sur ces zones.

On observe ensuite une gestion de l'espace différente - espace sonore compris - où les femmes semblent plus à même de *prendre de la place*. A la fois physiquement (moins croiser les jambes pour prendre moins de place), dans l'espace (ne pas se cantonner aux espaces discrets ou encore, par exemple, ne pas laisser les places confortables du canapé aux hommes et se cantonner aux accoudoirs / sols), mais aussi dans l'espace sonore. On rencontrera davantage de "grandes gueules" féminines, qui osent s'exprimer, prendre de la place dans la conversation, ne pas chercher le consensus.

La répondante D explique que "Les femmes qui sont périodiquement présentes sont soit là en qualité de "petite copine de" ou bien prennent des attitudes plus masculines pour être incluses", inscrivant ainsi l'appropriation d'un *ethos masculin* comme stratégie d'intégration au groupe en tant qu'individue. D'autres comportements typiquement masculins, comme le fait de se mettre torse nu ou de chercher à aller à la confrontation physique lors de conflits sont aussi des choses que j'ai pu observer à plusieurs reprises chez des femmes sur la ZAD.



*Photo d'une brochure à prix libre à Notre-Dame-des-Landes.*

Afin de s'émanciper des hommes et sortir de leur position socialement dominée, les femmes détournent des slogans typiquement virils et se les réapproprient, comme par exemple "Range ta bite et ton couteau, j'sors ma chatte et mon marteau". Le patriarcat est clairement reconnu par les femmes, et même par beaucoup d'hommes, comme un système oppressif qui maintient malgré elleux les individu.e.s dans des mécaniques de genre. A travers la lutte féministe et l'appropriation de monopoles masculins, c'est ce système oppressif qui a vocation à être combattu. En adoptant des comportements autonomes, parfois autoritaires et/ou combatifs, les femmes sortent des stéréotypes socialement attendus (être douces, discrètes et sensibles) et s'en émancipent. Cette lutte contre la naturalisation des rapports de genre dans le comportement impacte aussi positivement leur légitimité dans des domaines masculins.

Malgré les domaines genrés listés dans la partie précédente, de nombreuses observations et discussions sur le terrain permettent de montrer en quoi les femmes s'inscrivent aussi beaucoup dans des activités masculines : elles fendent du bois, tronçonnent des arbres, sont professionnelles du bâtiment (menuiserie, charpente, électricité) ou mécaniciennes (voitures et camions). Cependant, ces savoirs-faire ne sont pas toujours reconnus par le collectif et notamment les hommes fréquentés, et cela influence les femmes dans la représentation qu'elles peuvent avoir de leur pratique.

Encore une fois, la menace du stéréotype (Steele et Aronson, 1995) influence les femmes dans la pratique d'activités masculines. La présence d'hommes cisgenres peut impacter leur légitimité : elles se mettent d'elles-mêmes en retrait et dans une position de moindre savoir et savoir-faire qu'un homme, qu'elles jugent de fait - consciemment ou non - plus légitime qu'elles dans un domaine masculin, dans lequel lui a été socialisé. La peur de se tromper / faire une erreur en présence d'un homme renforcerait le stéréotype selon lequel les femmes sont mauvaises en bricolage, et, de fait, cela impacte leur pratique : soit elles se retirent de celle-ci, soit elles font davantage d'erreurs/maladresses que si elles étaient seules. J'ai aussi pu discuter de la recherche systématique d'assentiment lors d'une pratique en présence d'hommes ("est ce que je fais bien comme ci, comme ça" par exemple) là où une femme seule ne douterait pas - mettant encore une fois en avant la reconnaissance de la légitimité masculine dans les domaines masculins.

On peut encore prendre pour exemple les expériences de Célia, qui, malgré son professionnalisme en tant que maçonnesse, continue d'être confrontée à des situations où ses compétences - physiques comme pratiques - ne sont pas reconnues :

*"Je prend la poutre et je commence à la descendre, c'était lourd mais ça allait, et y'a un mec qui est arrivé en disant "ah mais oulàlà, pose ça, pose ça, oulàlà", et puis il a été incapable de la soulever en fait. Et moi j'étais là "ha ha" (rises). Et y'en a eu plusieurs des trucs comme ça"*  
Célia

Il existe un combat permanent pour certaines femmes de lutter pour la reconnaissance de leurs compétences, ce qui met en avant l'interiorisation profonde du statut de femme comme étant systématiquement plus faible physiquement que les hommes. La lutte contre cette représentation sociale très ancrée, la répondante B en parle aussi en disant :

*"Je me force très souvent à apprendre des choses que je n'aurais pas forcément envie de faire pour ne pas être exclue de certains groupes et ou dynamiques, aussi pour être féministe."*

Pour elle, maîtriser des compétences masculines se fait parfois dans une visée militante, pour démontrer que *c'est possible*, que c'est avant tout une question d'apprentissage, plus que de l'intérêt personnel. Lutter contre les stéréotypes de genre peut donc être perçu comme un effort, un engagement quotidien dans ses pratiques, et pas simplement un trait de caractère naturel.

## La violence des femmes.

Enfin, je souhaite interroger le monopole masculin de la violence, de la démonstration physique et virile de la force. Dans cette partie, nous verrons dans un premier

temps de quelle façon la violence des femmes est historiquement invisibilisée et en quoi cela les inscrit dans une position de subordination sociale aux hommes. Dans un second temps, nous nous intéresserons, à partir de constats tirés des observations et des entretiens, à la manière dont la construction masculine de la violence - qui se cristallise dans cette étude par des affrontements contre les forces de l'ordre - exacerbe les stéréotypes de genre, et en quoi ce monopole met en lumière les limites de la déconstruction des rapports sociaux genrés. Enfin, nous verrons quelles stratégies sont mises en place par les femmes pour se réapproprier cette violence.

Contrairement aux idées reçues, la violence - au sens où nous l'entendons ici, c'est-à-dire l'utilisation et l'expression de la violence physique - n'est pas exclusivement masculine. Aujourd'hui, différents groupes tels que Witch bloc Paname, Wonders sisters, ou encore les activistes blacks blocs, mettent en avant la participation des femmes dans des actions politiques violentes ; mais cette participation est le fruit d'un long processus socio-historique. Dans l'ouvrage *Penser la violence des femmes* (Coline & Pruvost, 2012), différents articles font état des diverses luttes et faits de violences de la part des femmes. A travers des exemples datant du Moyen-Age, en passant par les communardes, les émeutières, les femmes engagées dans les différents conflits de nombreux pays, et lors des mouvements sociaux des années 1970, les auteur.e.s mettant en avant la participation des femmes à des actions violentes, ainsi que l'invisibilisation politique et médiatique de ces violences. Les auteur.e.s expliquent que "la négation de la capacité des femmes à être violentes s'inscrit dans le principe de la différence sexuelle" (Coline & Pruvost, 2012). En effet, historiquement, la violence est le monopole des hommes de façon exclusive. La participation des femmes à des actions violentes, comme dans le groupuscule Action Directe, va alors être invisibilisée, relativisée et/ou stigmatisée. Le fait de "taire cette violence et à ne pas les nommer, ce qui constitue une manière efficace de réaffirmer la différence sexuelle" et de dire que "la relativisation de l'engagement politique violent consiste à présenter ces femmes comme victimes de leurs sentiments et d'une sensibilité qui les rend influençables" (Vattimo, 2002) permet de minimiser la participation et la violence des femmes. Elles ne pourraient, consciemment et par choix politique, avoir recours à la violence. La naturalisation de la violence comme exclusivement masculine va jusqu'à nier la possibilité qu'une femme soit violente, et que si elle l'est, c'est le fait d'autres facteurs que des motivations militantes et personnelles, car la femme serait par essence non violente.

Sociologiquement, l'attribution du monopole de la violence aux hommes invisibilise et délégitimise l'usage de la violence chez les femmes et a différents impacts. L'intériorisation par les hommes de la non violence "naturelle" des femmes leur permet d'user de violence

tant verbale que physique ou symbolique sans risquer d'en recevoir en retour. Pour caricaturer, si un homme est violent, une femme réagira par une réaction inscrite dans un continuum du *care* : il est violent car il ne va pas bien ; j'accepte de subir cette violence et je cherche à essayer de le calmer et de tenter de le faire aller mieux, à mon détriment.

Si une femme répond à cette violence, et donc brise un stéréotype naturalisé. Sa violence va ainsi être justifiée par des explications extra-personnelles, et donc rend illégitime les revendications exprimées au travers de cette action violente. Cette croyance permet de perpétuer des comportements dominants et sexistes de la part d'hommes, enfermant la femme dans une position de soumission et/ou de subordination, car sans force d'opposition directe ou de prise au sérieux. L'intériorisation depuis l'enfance de cette position sociale subordonnée est un des freins majeurs dans les démarches d'émancipation des femmes ; en effet, dépasser le sentiment d'infériorité dans un domaine masculin - violence ou démonstration physique notamment - est très difficile.

Ce point sur la violence invisible des femmes me semble important à soulever, car si ce que j'indique dans mes observations tend à minimiser l'engagement physique des femmes dans les actions militantes directes, je tiens à insister sur le fait que les femmes ne sont pas absentes de ces actions. Pour prendre l'exemple des actions violentes des *black blocks*, le chercheur Francis Dupuis-Déri (2003) affirme que "de nombreuses femmes participent à l'organisation des *Black Blocs* (environ 40 % dans le cas du Sommet de Québec) et joignent l'action (environ 25 %)". Ce taux d'implication des femmes dans les *black blocs*, environ un tiers des participant.e.s, est aussi mis en avant par le journaliste Thierry Vincent (2002). Il s'agit de mettre en avant la division sexuée dans les actions directes via majorité masculine y participant, sans nier la participation de femmes à ces actions. Le fait de chercher l'affrontement est une manière de se valoriser personnellement, d'une façon virile, ce qui renvoie à la question identitaire de la construction de la masculinité, moins centrale donc chez la majorité des femmes.

Dans un entretien, une enquêtée (Alice) appuie sur le fait que sur les ZAD, notamment lors de présence de force de l'ordre présente sur les lieux, les hommes font une démonstration de virilité et adoptent des attitudes guerrières. Elle insiste sur le fait que cette fonction guerrière prise par l'homme va accentuer les stéréotypes de genre. En effet, on retrouve cette idée presque primaire que l'homme guerrier va défendre son territoire (ici la ZAD) contre l'ennemi (forces de l'ordre), pendant que la femme s'occupera de nourrir et soigner. Cette image, bien que caricaturale, est pourtant celle qui a choquée Alice : elle est accueillie à la ZAD par un couple hétérosexuel, la femme faisant la cuisine dehors en touillant avec un bâton, l'homme torse nu, style "guerrier".

Une observation réalisée lors des expulsions à Notre-Dame-des-Landes en 2018 montre elle aussi cette division genrée exacerbée par les situations de conflits, où la majorité des personnes vues sur les barricades étaient des hommes, et où j'ai pu observer plusieurs femmes venant distribuer thé, café ; une proposait des massages aux personnes sur les barricades ; une autre distribuait du sérum physiologique. Il s'agit d'une observation en particulier, ce qui ne veut pas dire que cette répartition était systématique ; mais elle montre des femmes du lieu inscrites dans un rôle de care (nourrir, soigner) et les hommes dans le rôle de détenteurs de la violence.

L'attitude guerrière, ainsi que d'autres comportements (escalader des murs comme le mentionne Marie lors de l'entretien, ainsi que tout ce qui relève de la lutte frontale) s'inscrit dans un processus de démonstration physique et du faire, du montré, du visible. La visibilité d'une action est un point important car c'est ce qui est retenu des faits : les grands événements, les actions importantes, les hommes héroïques. Quand on observe la différence des rôles, on est renvoyée à ce fait : ce qu'on retiendra, c'est les actions revendiquées et visibles, et non pas la prise en charge de la vie quotidienne qui permet à ces actions de pouvoir voir le jour. Pour Alice, le retour à une vie "plus précaire" (sur les ZAD et/ou les squats, il n'y a parfois pas d'électricité, d'eau courante ou d'eau chaude, de chauffage etc) fait ressortir le côté viriliste et guerrier des hommes, et donc va exacerber les rapports sociaux de genre. Elle se questionne d'ailleurs sur la manière de s'émanciper du capitalisme sans revenir à "un truc barbare", où les hommes seraient à la chasse (discours pertinent puisque j'ai pu observer des hommes affûter des flèches et aller chasser à l'arc sur la ZAD) et les femmes à la cueillette. Elle va aussi parler de "naturalisme survivaliste", et "d'essentialisme", où les hommes sont dans une démonstration physique virile permanente et les femmes font des décoctions.

A partir de ces résultats d'enquête, j'ai interrogé la question de la violence et de la virilité comme monopoles masculins afin de comprendre pourquoi ces monopoles - et donc la division sexuelle qui en découle - sont peu déconstruits, et en quoi la violence revêt une dimension identitaire pour les hommes. Pour cela je m'appuie sur une analyse faite par Isabelle Sommier (1993), qui met en avant la construction des valeurs viriles chez les ouvriers syndiqués ; construction de la virilité qui peut aussi être appliquée aux militants, même si des nuances entre la classe ouvrière et les milieux autonomes sont à prendre en compte. Sommier écrit que "privés de capital économique et de capital culturel, les ouvriers ne disposent en effet d'autres ressources que corporelles. Du prolétaire n'ayant, d'après le sens antique du terme, que sa puissance physique à vendre". Cette ressource corporelle comme seule ressource disponible n'est pas compatible dans le cas des militant.e.s, qui ont majoritairement - outre les classes marginalisées - un capital culturel et social assez élevé,

comme l'indique les auteur.e.s de *Global, No Global, New Global* : "il faut noter le fort capital social et culturel qui se dégage des rangs anti / altermondialistes, avec la sur-représentation des jeunes diplômés, souvent en situation de déclassement professionnel par rapport au niveau d'études atteint" (Andretta & all., 2002).

Pourquoi alors, si les militants possèdent d'autres capitaux que la force physique, se tournent-ils vers celle-ci, et pourquoi le recours à la violence influe-t-il sur le travail de déconstruction genrée qui a pu être effectuée auparavant ? Sommier parle d' "identité de groupe fondée sur la force physique" (Sommier, 2006) dans le cas des ouvriers. Or l'identité des militant.e.s alternatifs se caractérise elle par une opposition par les faits et les actes au système étatique. Si le militantisme et la sociologie se recoupent dans une croyance partagée, c'est bien celle de la violence de l'État, physique et symbolique, ce qui légitime pour les militant.e.s alternatifs le recours à des processus et des actions parfois violentes, où la violence fait partie de l'identité de groupe au même titre que la désobéissance civile. Le travail de Sommier (2006) met en avant un fait particulièrement intéressant :

"Nous distinguons ici quelques-unes des multiples déclinaisons de la virilité qui trouvent à s'investir dans les actions spectaculaires : sens de l'honneur, camaraderie masculine, culte de la force physique et valorisation de la force de combat. Se situant sur le registre de l'exhibition de puissance, les actions spectaculaires, pour différentes qu'elles soient, ont une visée commune : réaffirmer le sentiment communautaire, la cohésion du nous [...] On assiste au passage d'un gestuel universel de travail à un gestuel universel de contrôle [...] Dans ce cadre, la posture virile contribue à la construction d'une image de soi valorisante et distinctive en ce qu'elle s'oppose à la fois à la féminité et à l'ordre dominant."

Dans la société, où la violence est moralement répréhensible et pénalement punie, "l'hexis corporel passe toujours par davantage de retenue". Or, les instants où cette posture, cet hexis - contrôlé dirons nous - n'a plus lieu d'être, c'est lors de démonstrations physiques, notamment lors des affrontements avec les forces de l'ordre dans le cas des squateur.euse.s et des zadistes. La libération physique d'un hexis jusqu'alors contrôlé semble se répercuter dans notre cas sur les autres domaines : ceux de la vie quotidienne. Il semblerait que l'abandon du contrôle du corps - qui devient violent envers un ennemi, l'État - puisse mener à un abandon temporaire d'autres comportements sociaux construits et/ou reconstruits, et où l'identité virile prend le dessus sur des normes de genre censées être déconstruites. Les pratiques genrées travaillées sont donc abandonnées au nom de l'affrontement direct, plus proche de la cause - lutte contre l'Etat - dans la pratique et la temporalité. Peut-on alors réellement parler de déconstruction si celle-ci n'est plus effective dès lors qu'un élément perturbateur du quotidien survient ?

Difficile d'en faire cependant une généralité, car il est avéré que cet "abandon" de la déconstruction n'est pas systématique, même dans des contextes d'affrontements. S'il

permet de s'interroger sur les processus de déconstruction des normes de genre, le contexte de violence n'est pas en lui-même un facteur systématique de *retour à zéro*.

Concernant l'appropriation de la violence par les femmes, Dorlin (2017) insiste sur la nécessité pour les femmes de pratiquer une violence à la fois défensive mais aussi une violence offensive, ainsi que l'importance de construire un discours autour de la légitimité de la violence. Pour se légitimer dans les luttes militantes, les femmes doivent s'approprier cette violence (face à l'Etat, face aux hommes et leurs violences) pour pouvoir sortir d'une vulnérabilité sociale liée à leur genre. La sociologue Anne-Charlotte Millepied (2017) cherche à montrer en quoi l'appropriation de la violence par les femmes s'inscrit dans une visée et une signification politique. Dans les ZAD et les squats, des séances d'entraînement aux sports de combats en non mixité sont régulièrement mises en place afin de permettre aux femmes de s'entraîner, d'entraîner leurs corps, leurs esprits, leurs réflexes. Cette dynamique combative permet aux femmes de milieux alternatifs de pouvoir se défendre à la fois contre les opposants politiques (police, groupes d'extrême droite) mais aussi contre toutes formes d'agressions, dont celles vécues en interne au groupe fréquenté.

On peut observer que l'attitude guerrière typiquement masculine semble de plus en plus intériorisée et *pratiquée* par des femmes, qui n'hésitent pas à mettre leurs corps en jeu lors d'actions et dans la vie quotidienne. L'appropriation individuelle et collective de la violence, par le corps et le discours, permettrait donc aux femmes de sortir d'un corps social genré (Bescond, 2018) et passif, et d'en faire un corps utile, pratique, performant, ayant recours à la violence si besoin. Le *corps objet* de femme, devient un *corps sujet*, un corps armé (Dorlin, 2017), et devient en lui-même et par lui-même un support politique de lutte féministe.

Pour conclure sur l'appropriation par les femmes des monopoles masculins, il me semble important de préciser que, malgré une forte participation des femmes à des pratiques dites masculines et à une appropriation globale par les femmes d'un ethos masculin, cette *norme* reste toutefois paradoxale et peut sembler parfois compliquée à vivre, comme pour la répondante D qui explique qu' "il faut intégrer juste ce qu'il faut d'anti-cliché (on aime pas les filles trop filles) mais on se fait quand même rabrouer si on est trop "bonhomme".". Cette phrase met en avant l'injonction à une transgression des codes comportementaux et corporels de genre, mais qui à la fois montre que si cette transgression est trop forte, elle peut devenir mal considérée, et donc de nouveau stéréotypée, classant les femmes au comportement trop masculins dans la catégorie "bonhomme" et leur ôtant donc leur statut de femme. Les mécanismes sociaux qui cadrent les limites des

transgressions de genre réaffirment par eux-même une bicatégorisation des stéréotypes : une femme n'est plus femme si elle est trop masculine. Elle *doit* rester femme avec un minimum d'attribus féminins ; sans quoi elle n'est plus considéré comme tel. L'identité de genre s'inscrit donc ici encore dans un système de "dualismes antagonistes" (Haraway, 2006) malgré la volonté collective de s'extraire des divisions de genre naturalisées.

Enfin, quels sont les enjeux autour des questions de mixité choisie et d'appropriation de monopoles masculins ? La valorisation de certaines femmes maîtrisant ces pratiques masculines peut-elle participer à la stigmatisation de celles qui ne les maîtrisent pas, créant une nouvelle échelle de valorisation des individu.e.s selon les pratiques ? L'appropriation par les femmes des monopoles - pratiques ou ethos - masculins participe-t-il au renforcement de ces monopoles socialement valorisés? Refuser leur appropriation, en se mobilisant sur des domaines typiquement féminins, participe-t-il à renforcer la bicatégorisation de genre et donc renforce les stéréotypes et l'essentialisme autour de ces questions? Comment alors revendiquer un statut de femme, binaire, sans ni dévaloriser les activités féminines ni encenser les activités masculines ? C'est un paradoxe qui traverse ces différents milieux et qui ne semble pas avoir de réponse, mais laisse place à des innovations, et à chacun.e la possibilité de l'expérimentation nécessaire à trouver son propre équilibre.

## Conclusion

Ce travail d'enquête mène donc à plusieurs constats. Premièrement, la sensibilisation collective aux questions des inégalités de genre n'implique pas une mise en pratique systématique d'aller *contre* ces inégalités. La pratique du féminisme est mise à mal par la difficulté de déconstruire ses pratiques et de remettre en cause ses privilèges, mais aussi par l'invisibilisation de certaines charges sexuées et par la hiérarchisation entre les différentes luttes (capitalisme vs féminisme). Deuxièmement, ce sexisme ambiant malgré la volonté de l'annihiler, peut mener soit à un désengagement des femmes et/ou minorités de genre des milieux alternatifs, soit les mener à adopter des stratégies d'adaptation et d'émancipation, à travers notamment la création d'activités et d'espaces en mixité choisie, ainsi que par l'appropriation de monopoles masculins. Ces stratégies deviennent fondamentales dans le sens où elles permettent aux femmes à la fois de sortir de contextes où le sexisme se manifeste, mais aussi de maîtriser des outils et des codes qui leur

permettent soit de s'opposer aux situations sexistes, de manière directe (opposition verbale, prise de position) ou indirecte (l'adoption de comportements autonomes et la maîtrise de monopoles masculins minimisant les interactions paternalistes et/ou sexistes). Comprendre les stratégies d'émancipations féministes permet d'établir un panel de représentations et d'assignations auxquelles les femmes veulent échapper.

Enfin, il s'agit de mettre en avant que ces milieux alternatifs, bien que perpétuant une division genrée, restent des lieux privilégiés de déconstruction des normes de genre. En réponse à la question *“Penses-tu que les lieux comme les squats ou les ZAD etc sont des endroits privilégiés pour discuter / agir sur ces stéréotypes / inégalités, et pourquoi ?”*, les enquêté.e.s répondent :

*“Oui car ce sont des espaces un peu hors de la société et sont donc des espaces potentiels d'expérimentation et de transformation, mais ce sont aussi des lieux de très grande précarité, vulnérabilité, avec des contraintes matérielles très fortes, qui rassemblent des gens ayant subi/subissant de multiples violences rendant compliqué de prendre le temps et d'être disponible pour discuter de questions de genre et d'agir en profondeur et sur le temps long pour changer collectivement” Répondant.e E*

*“Ce sont les endroits où ces idées sont les plus débattues et les plus expérimentées. Ils influencent le reste de la société, avec un délai parfois très long.” Répondant A*

*“Les squats et ZAD conscientisés, les espaces en mixité choisie dans les autres, oui. Sinon c'est très difficile du fait que la lutte a tendance à exacerber plein de formes de masculinité toxique, la détestation de la police y est une garantie d'impunité pour beaucoup d'actes machistes en squat. Le squat comme mode d'action politique est une forme d'empowerment ceci dit et donc le fait de squatter pour une femme change sa perception d'elle-même dans le sens d'une plus grande égalité vis-à-vis des hommes, d'une plus grande force face à l'Etat, au patriarcat. On a comme je disais avant plus la possibilité qu'ailleurs de se former si on veut et si on se force un peu à des domaines traditionnellement masculins (serrures, plomberie, élec ...).” Répondante B*

Pour résumer, malgré des obstacles récurrents qui freinent les processus de déconstructions, et la question de la temporalité longue des changements, la proximité des milieux alternatifs avec les féministes font des squats militants et des ZAD des lieux d'expérimentations sociales privilégiées au niveau du genre. La *conscience collective* des inégalités de genre permet de modérer celles-ci, de les condamner, et de limiter les discriminations individuelles qui pourraient avoir lieu.

Pour conclure, les résultats d'enquête ne valident pas l'hypothèse d'une re-socialisation réelle et systématique des personnes sensibilisées aux questions de genre. Les difficultés à prendre en compte toutes les oppressions et leurs diverses formes par la classe dominante, le travail quotidien sur soi exigé par la pratique et la précarité des milieux alternatifs sont des freins majeurs. Néanmoins, ces milieux sont des plateformes privilégiées permettant de déconstruire, petit à petit, la domination patriarcale, et sont au cœur de nombreux questionnements sociologiques. L'étude des paradoxes de la déconstruction de la division genrée du travail - entre théorie et pratique - me semble centrale dans l'étude des milieux dits alternatifs, dans le sens où ils révèlent des mécanismes de réflexions et d'actions personnelles, interpersonnelles et collectives dans le travail militant. Les revendications féministes permettent d'offrir de nouveaux outils d'analyse, d'interroger la production des conditions d'analyse des réflexions autour de ces sujets, et donc de proposer d'autres moyens de lutte. En effet, en interrogeant les mécanismes de la domination masculine, les féministes mettent en avant des moyens de lutter contre la domination structurelle, qui peuvent être transposés à la lutte anticapitaliste. Foncièrement semblables dans les objectifs - lutter contre l'injustice sociale, contre l'exploitation d'une classe par une autre, contre toute forme de hiérarchie sociale - , les luttes féministes et anticapitalistes ont tout intérêt à se lier et s'alimenter l'une et l'autre.

Il semble alors fondamental de continuer d'agir en interne pour travailler collectivement à décroquer les monopoles binaires d'activités. Comme le dit Alban Jacquemart (2013) :

Le militantisme féministe entre femmes et hommes implique un travail permanent de réajustement afin d'éviter, au maximum, la reproduction des rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Il paraît cependant difficile, malgré des garanties statutaires et la vigilance des militantes, d'y échapper totalement.

Les avancées féministes étant relatives, un travail quotidien de remise en question de soi et des fonctionnements collectifs sont nécessaires. Cette lutte interne, favorisée par les outils de déconstructions mis en oeuvre dans les milieux alternatifs (brochures, ateliers etc), est la raison de l'engagement de certaines femmes :

*"C'est pour ça que je résiste - je ne vais pas dans des squats exclusivement féministes - dans ce genre de milieu, il y a une brèche et il faut l'enfoncer. Avant on "tapait pas une femme avec une rose", maintenant il y a "metoo" en plus, de mon point de vue ça donne une marge de manœuvre." Répondante B*

En bref, les rapports de genre sont un enjeu central dans les milieux alternatifs, et leurs intérêts sociologiques relèvent de la complexité entre une volonté collective militante de déconstruction, et une socialisation de genre normative très ancrée qui freine une re-socialisation hors des représentations naturalisée des genres.

## Bibliographie

- Adjamagbo, A. & Calvès, A. (2012). L'émancipation féminine sous contrainte. *Autrepart*, 61, 3-21. <https://doi.org/10.3917/autr.061.0003>
- Alvarez, E. & Parini, L. (2005). Engagement politique et genre : la part du sexe. *Nouvelles Questions Féministes*, 24, 106-121. <https://doi.org/10.3917/nqf.243.0106>
- Bargel, L. (2005). La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s. *Nouvelles Questions Féministes*, 24, 36-49. <https://doi.org/10.3917/nqf.243.0036>
- Bereni, L. (2018). Peut-on faire une sociologie féministe du féminisme ? De la division sexuelle du travail à l'espace de la cause des femmes. Dans : Margaret Maruani éd., *Je travaille, donc je suis: Perspectives féministes* (pp. 255-265). Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.maru.2018.01.0255>
- Bescont, A. (2018). Elsa Dorlin : *Se défendre. Une philosophie de la violence*. *Nouvelles Questions Féministes*, 37, 114-118. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.3917/nqf.372.0114>
- Bourdieu, P., (1998). *La domination masculine*. Point Essais, 192 p.
- Coline, C. & Pruvost, G. (2012). *Penser la violence des femmes*. La Découverte, 448 p.
- Chaponnière, M. (2015). Florence Rochefort et Éliane Viennot (éds) : *L'engagement des hommes pour l'égalité des sexes (XIV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*. *Nouvelles Questions Féministes*, 34, 131-134. <https://doi.org/10.3917/nqf.341.0131>
- Crettiez, X. & Sommier, I. (2002). *La France rebelle*, éditions Michalon, 576 p.
- Dorlin, E. (2017). *Se défendre. Une philosophie de la violence*. La découverte.
- Falquet, J. (2005). Trois questions aux mouvements sociaux « progressistes » : Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux. *Nouvelles Questions Féministes*, 24, 18-35. <https://doi.org/10.3917/nqf.243.0018>
- Filleul, O., & Roux, P. (dir), (2009). *Le sexe du militantisme*. SciencesPo, Les presses, 2009.
- Fourment, É. (2022). L'université produit-elle des féministes libertaires : Imbrications et tensions entre socialisation universitaire et socialisation militante. *Revue française de science politique*, 72, 127-147. <https://doi.org/10.3917/rfsp.716.0127>
- Fourment, E., (2019). Une "dinosaurienne chercheuse" dans le milieu libertaire allemand : Effets d'une double casquette de chercheuse et de militante. *Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology*, SAGE Publications, 144 (1), pp.55-75.

Fourment, É. (2017). Au-delà du conflit générationnel : la conciliation des approches matérialistes et *queer* dans le militantisme féministe de Göttingen. *Nouvelles Questions Féministes*, 36, 48-65. <https://doi.org/10.3917/nqf.361.0048>

Fraser, N. (2011). Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire. *Cahiers du Genre*, 50, 165-192. <https://doi.org/10.3917/cdge.050.0165>

Gaussot, L. (2017). Alban Jacquemart. *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*: Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015, 326 pages. *Travail, genre et sociétés*, 37, 171-174. <https://doi.org/10.3917/tgs.037.0171>

Girard M-J., Bréart De Boisanger F., Boisvert I., et al. (2015). « Le chercheur et son expérience de la subjectivité : une sensibilité partagée », *Spécificités*, (n° 8), p. 10-20.

Haraway, D. (2006). Manifeste Cyborg : Science, technologie et féminisme socialiste à la fin du XXe siècle. *Mouvements*, n°45-46

Irigaray, L. (1977). *Ce sexe qui n'en est pas un*. Collections critiques, 224p.

Jacquemart, A. (2006). Quand le militantisme trouble l'identité de genre: L'expérience des « groupes d'hommes » dans les années 1970 (entretien). *Terrains & travaux*, 10, 77-90. <https://doi.org/10.3917/ft.010.0077>

Jacquemart, A. (2013). L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre. *Cahiers du Genre*, 55, 49-63. <https://doi.org/10.3917/cdge.055.0049>

Jacquemart, A., & Masclat, C., (2017), « Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968 en France », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*. <https://doi.org/10.4000/clio.13784>

Juratic, S. & Pellegrin, N. (1994). Femmes, villes et travail en France dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle. *Histoire, économie et société*, (3), 477-500.

Kandil, L., Périvier, H. (2017). La division sexuée du travail dans les couples selon le statut marital en France. Une étude à partir des enquêtes emploi du temps de 1985-1986, 1998-1999 et 2009-2010. *ideas.repec.org*. <https://ideas.repec.org/p/fce/doctra/1703.html>

Kergoat, D. (2001). Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe. In : Bisilliat, Jeanne, et Christine Verschuur. *Genre et économie : un premier éclairage*. Genève : Graduate Institute Publications, p.78-88.

Landrin, L. (2020). L'essentialisme stratégique pour une réorganisation de l'espace, *EchoGéo*, 54. <https://doi.org/10.4000/echogeo.20456>

Léger, D., & Hervieu, B. (1979). "Introduction", dans : Le retour à la nature. "Au fond de la forêt...l'État", Paris, Le Seuil, "Espaces", p. 7-11.

- Millepied, A. (2017). L'autodéfense féministe : entre travail sur soi et transformation collective. *Nouvelles Questions Féministes*, 36, 50-65. <https://doi.org/10.3917/nqf.362.0050>
- Millepied, A. (2018). Le pouvoir des mots et des corps. L'autodéfense féministe, lieu de production de scripts sexuels alternatifs, *Itinéraires*. Littérature, textes, cultures, 2017-2. <https://doi.org/10.4000/itineraires.3818>
- Millepied, A. (2017). Représentations alternatives du genre : l'incorporation d'un ethos combattif dans la pratique du de l'autodéfense féministe et du karaté en non-mixité. *Nouveaux Imaginaires du Féminin*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01666806/>
- Pruvost, G. (2017). Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014). *Politix*, 117, 35-62. <https://doi.org/10.3917/pox.117.0035>
- Roux, P., Perrin, C., Pannatier, G. & Cossy, V. (2005). Le militantisme n'échappe pas au patriarcat. *Nouvelles Questions Féministes*, 24, 4-16. <https://doi.org/10.3917/nqf.243.0004>
- Sommier, I. (2003). *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, 342 p.
- Sommier, I. (1993). Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT. *Cultures et conflits*, 09-10. <https://doi.org/10.4000/conflits.302>
- Steele, C., & Aronson, J. (1995). « Stereotype Threat and the Intellectual Test Performance of African Americans », *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 69, p. 797-811.
- Tabet, P., (1979). Les mains, les outils, les armes. *L'Homme Les catégories de sexe en anthropologie sociale*, 19 (n°3-4), 5-61. DOI : <https://doi.org/10.3406/hom.1979.367998>
- Thiers-Vidal, L., (2013). *Rupture anarchiste et trahison pro-féministe*. Lyon : Editions Bambule, 133 pages.
- Thiers-Vidal, L. (2002). De la masculinité à l'anti-masculinisme : penser les rapports sociaux de sexe à partir d'une position sociale oppressive. *Nouvelles Questions Féministes*, 21, 71-83. <https://doi.org/10.3917/nqf.213.0071>
- Tissot, S. (2017). Carol Adams : *La politique sexuelle de la viande. Une théorie critique féministe végétarienne*. *Nouvelles Questions Féministes*, 36, 148-151. <https://doi.org/10.3917/nqf.361.0148>
- Tissot, S. (2016). Léo Thiers-Vidal : *Rupture anarchiste et trahison pro-féministe*, Alban Jacquemart : *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*. *Nouvelles Questions Féministes*, 35, 170-175. <https://doi.org/10.3917/nqf.351.0170>
- Vattimo, G., & Rolland, J. (1994). Métaphysique et violences. Question de méthode. *Archives de Philosophie*, 57(1), 55-72. <http://www.jstor.org/stable/43037122>

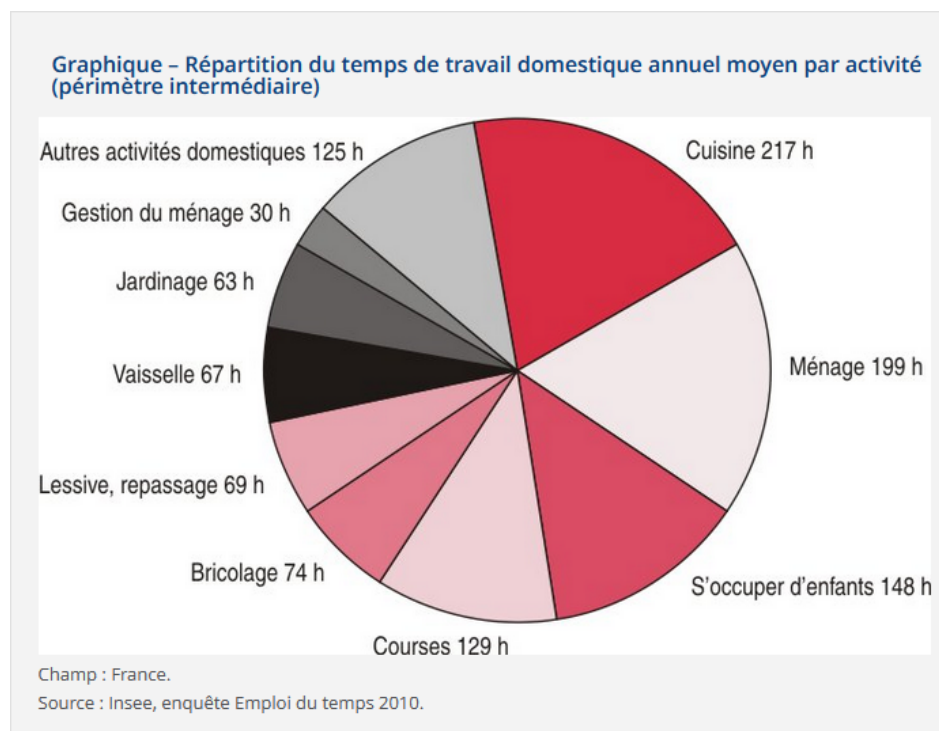
Vincent, T. (2022). *Dans la tête des blacks blocs*. Hors collection, 208p.

Autres sources :

*Réappropriations. Paradoxes des stratégies féministes d'émancipation*. Journée d'étude le 18 Juin 2020 à Paris.

<https://www.sciencespo.fr/programme-presage/sites/sciencespo.fr.programme-presage/files/AAC-Reappropriations-paradoxes-des-strategies-feministes-demancipation.pdf>

## Annexes



Annexe 1.

**Tableau 1 – Trois périmètres du travail domestique**

	Périmètre		
	restreint (I)	intermédiaire (II)	extensif (III)
Activités retenues	cuisine, vaisselle, ménage, rangement, soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, linge gestion du ménage, conduire, accompagner les enfants ou une autre personne	(I) et faire les courses, shopping, bricolage, jardinage, jeux avec les enfants	(II) et trajets en voiture pour soi-même, promener le chien
Temps moyen consacré au travail domestique			
par jour	2 h 07	3 h 04	3 h 53
par semaine	14 h 50	21 h 30	27 h 14
Part du travail domestique réalisé pour autrui (autre ménage ou association) (en %)	3,7	3,8	5,0
Part du travail domestique réalisé par les femmes (en %)	72	64	60

Champ : personnes de 11 ans et plus, France (hors Guyane et Mayotte).

Source : Insee, enquête Emploi du temps 2010.

Annexe 2.

Connais-tu la notion de charge mentale ?

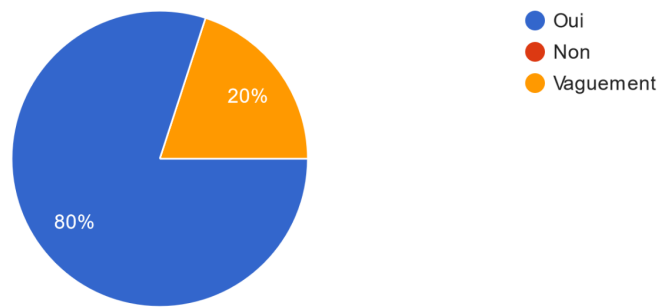
5 réponses



Graphique sur la charge mentale. Réponses au questionnaire 2023

Connais-tu la notion de charge émotionnelle ?

5 réponses



Graphique sur la charge émotionnelle. Réponses au questionnaire 2023